

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1748

15 juin 2016

SOMMAIRE

Carmelite Riverside London S.à r.l.	83867	Helio Finance S.A.	83864
Claren Road Master LuxCo B	83867	Helio Finance S.A.	83858
Elbrouz S.A.	83867	Hendrina Holding S.à r.l./B.V.	83863
Elbrouz S.A.	83866	HispanAutos Losch	83858
EM S.à r.l.	83860	HMD Investissements S.A.	83864
Equimat-Lubrilux S.à r.l.	83861	Holzbau Neuman S.à r.l.	83864
Erasorg S.à r.l.	83861	Iceberg Luxembourg S.à r.l.	83860
Euro Freight Car Finance S.A.	83861	ILG S.A.	83860
Euro-Pe Select Opportunities SICAV SIF SCS	83868	IMP S.à r.l.	83904
FINLUX - Compagnie Luxembourgeoise de Fi- nance et de Gestion S.A.	83862	Infiny Finance Holding S.A.	83859
FSS - Financial Services Solutions S.à r.l.	83862	Infiny Finance Holding S.A.	83859
Galli S.A.	83865	Innovative Solutions s.à r.l.	83860
Galli S.A.	83859	Kripa s.à r.l.	83903
Gensford S.à r.l.	83861	Lama Immobilier	83862
Gerco Immo S.à r.l.	83858	Lascano S.à r.l.	83863
Ges Immo S.A.	83859	LBPAM European Debt Funds	83863
Globecast Holdings S.à r.l.	83862	Liro Invest S.à r.l.	83863
Gloden et Fils S.à r.l.	83864	Lux International Strategy	83904
Greenwich Holding S.à r.l.	83864	Lux Services Bureau	83904
Griffin Holdco II S.à r.l.	83865	LVS II Lux XVII S.à r.l.	83866
Griffin Holdco S.à r.l.	83865	LVS II Lux XXI S.à r.l.	83866
H/2 Financial Funding (Europe) S.à r.l.	83884	LVS II Lux XX S.à r.l.	83866
HACA Partners S.à r.l.	83893	Matrix EPH 2 S.à r.l.	83865
Helice Investments S.A.	83858	S2C Specialità Culinaria S.à r.l.	83901

HispanAutos Losch, Société Anonyme.

Siège social: L-1818 Howald, 5, rue des Joncs.
R.C.S. Luxembourg B 29.910.

EXTRAIT

La liste des signataires autorisés de la Société du 13 avril 2016 a été déposée au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 avril 2016.

Pour la Société

Référence de publication: 2016093289/13.

(160062681) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 avril 2016.

Helice Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1635 Luxembourg, 87, allée Léopold Goebel.
R.C.S. Luxembourg B 135.320.

Les comptes annuels au 31 décembre 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 avril 2016.

Pour compte de Helice Investments S.A.

Fiduplan S.A.

Référence de publication: 2016093292/12.

(160062727) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 avril 2016.

Helio Finance S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.
R.C.S. Luxembourg B 39.991.

Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire du 31 décembre 2015.

Les mandats des Administrateurs et du Commissaire aux Comptes sont venus à échéance.

Les mandats des sociétés FMS SERVICES S.A. et S.G.A. SERVICES S.A., sont renouvelés, en tant qu'Administrateurs, pour une nouvelle période de six ans.

Ratification de la nomination de Madame Tazia BENAMEUR, en tant qu'Administrateur pour une période de six ans.

Le mandat de Monsieur Eric HERREMANS, adresse professionnelle au 39, Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, en tant que commissaire aux comptes, est renouvelé pour une période de six ans.

Pour la société

HELIO FINANCE S.A.

Référence de publication: 2016093293/16.

(160062648) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 avril 2016.

Gerco Immo S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3397 Roeser, 34B, rue d'Alzingen.
R.C.S. Luxembourg B 68.545.

Les comptes annuels au 31.12.2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUCIAIRE ROLAND KOHN S.à.r.l.

259 ROUTE D'ESCH

L-1471 LUXEMBOURG

Signature

Référence de publication: 2016093273/13.

(160062921) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 avril 2016.

Galli S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.
R.C.S. Luxembourg B 40.111.

—
Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire du 22 mars 2016.

Les mandats des Administrateurs et du Commissaire aux Comptes sont venus à échéance.

Les sociétés S.G.A. SERVICES S.A. et FMS SERVICES S.A. sont réélus Administrateurs pour une nouvelle période de 6 ans avec effet rétroactif au 2 mars 2015.

Ratification de la nomination de Madame Tazia BENAMEUR, en tant qu'Administrateur pour une période de 5 ans.

Monsieur Eric HERREMANS est réélu Commissaire aux Comptes avec effet rétroactif au 2 mars 2015 à ce jour.

Monsieur Gilles PERRANG né le 13 avril 1967 à Metz, adresse professionnelle au 3, Avenue Pasteur L-2311 Luxembourg, est élu Commissaire aux Comptes en remplacement de Monsieur eric HERREMANS à compter de ce jour jusqu'à l'assemblée Générale ordinaire de 2021.

Pour la Société

GALLI S.A.

Référence de publication: 2016093270/18.

(160062633) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 avril 2016.

Ges Immo S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1638 Senningerberg, 94, rue du Golf.
R.C.S. Luxembourg B 178.139.

—
Les comptes au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

GES IMMO S.A.

Référence de publication: 2016093274/10.

(160062647) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 avril 2016.

Infiny Finance Holding S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 98.284.

—
Référence est faite à l'extrait des résolutions prises par le Conseil d'Administration en date du 10 juillet 2015 déposé le 11 septembre 2015 sous la référence L150167340

Extrait des résolutions prises par l'actionnaire unique en date du 5 avril 2016

La cooptation de Monsieur James DUNN, employé privé, né le 22 mai 1979 à Romsey (UK), demeurant professionnellement au 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg, en tant qu'Administrateur en remplacement de Monsieur Pierre PARACHE démissionnaire, est ratifiée.

Référence de publication: 2016093313/13.

(160062845) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 avril 2016.

Infiny Finance Holding S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 98.284.

—
Référence est faite à l'extrait des résolutions prises par le Conseil d'Administration en date du 15 septembre 2015 déposé le 22 septembre 2015 sous la référence L150172222

Extrait des résolutions prises par l'actionnaire unique en date du 5 avril 2016

La cooptation de Monsieur Daniel PIERRE, employé privé, né le 13 décembre 1967 à Arlon, Belgique, demeurant professionnellement au 412 F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg, en tant qu'Administrateur en remplacement de Monsieur Diaudecy BONHOMME démissionnaire, est ratifiée.

Référence de publication: 2016093314/13.

(160062846) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 avril 2016.

Iceberg Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 184.524.

Il est pris note du changement d'adresse de Mr Eugenio Minvielle Lagos, gérant de classe A de la Société, avec adresse professionnelle au 125 Fallen Leaf Dr., Hillsborough, Californie 94010, États-Unis d'Amérique

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 avril 2016.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2016093306/14.

(160062985) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 avril 2016.

ILG S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1820 Luxembourg, 10, rue Antoine Jans.

R.C.S. Luxembourg B 169.405.

EXTRAIT

Il résulte de résolutions prises par l'actionnaire unique en date du 9 mars 2016 que:

Le réviseur d'entreprises agréé Ernst & Young SA avec siège 7, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach a été révoqué avec effet rétroactif au 1^{er} mars 2016.

La société FIDEWA-CLAR S.A. avec siège social au 2-4 rue du Château d'Eau à L-3364 Leudelange, enregistrée auprès du registre de commerce et des sociétés à Luxembourg sous le numéro B 165462 a été nommée réviseur d'entreprises agréé avec effet rétroactif au 1^{er} mars 2016.

Son mandat viendra à échéance lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes annuels au 30 septembre 2016.

Référence de publication: 2016093309/16.

(160062980) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 avril 2016.

Innovative Solutions s.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-5831 Hesperange, 27, Cité Holleschberg.

R.C.S. Luxembourg B 155.640.

Les comptes annuels au 31 décembre 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Windhof, le 15/04/2016.

Référence de publication: 2016093317/10.

(160062609) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 avril 2016.

EM S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 183.807.

Il est pris note du changement d'adresse de Mr Eugenio Minvielle Lagos, gérant de classe A de la Société, avec adresse professionnelle au 125 Fallen Leaf Dr., Hillsborough, Californie 94010, États-Unis d'Amérique.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 avril 2016.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2016093228/14.

(160062714) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 avril 2016.

Equimat-Lubrilux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4176 Esch-sur-Alzette, 48, rue Jos Kieffer.

R.C.S. Luxembourg B 58.293.

—
Extrait des décisions prises par l'associé unique en date du 30 mars 2016

L'an deux mille seize, le trente mars, s'est réunie l'associé unique de la société à responsabilité limitée EQUIMAT-LUBRILUX SARL, susvisée, a pris la résolution suivante:

L'associé unique tient à notifier le changement de siège social de la société, suite à une nouvelle numérotation de la rue.

La nouvelle adresse est à compter du 1^{er} janvier 2016:

48, rue Jos Kieffer

L-4176 Esch-sur-Alzette

Pour extrait conforme

L'associé unique

Référence de publication: 2016093230/16.

(160062843) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 avril 2016.

Erasorg S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen.

R.C.S. Luxembourg B 180.183.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2016093231/10.

(160062676) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 avril 2016.

Euro Freight Car Finance S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 22, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 65.396.

—
Lors de l'assemblée générale extraordinaire tenue en date du 11 avril 2016, les actionnaires ont pris les décisions suivantes:

1. Acceptation de la démission de Delphine André, avec adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg de son mandat d'administrateur de classe B, avec effet immédiat;

2. Modification du mandat d'administrateur de classe A d'Emmanuel Jamar de Bolsee, avec adresse professionnelle au 22, avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg en mandat d'administrateur de classe B, avec effet immédiat.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 avril 2016.

Référence de publication: 2016093235/15.

(160062748) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 avril 2016.

Gensford S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 42.500,00.**

Siège social: L-2220 Luxembourg, 560A, rue de Neudorf.

R.C.S. Luxembourg B 172.018.

—
EXTRAIT

Il résulte des décisions prises par l'associé unique de la Société en date du 12 avril 2016 que:

- la démission de Monsieur Alexander Wan Wai Yung, gérant de la Société, a été acceptée avec effet au 12 avril 2016.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 avril 2016.

Référence de publication: 2016093259/13.

(160062832) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 avril 2016.

FINLUX - Compagnie Luxembourgeoise de Finance et de Gestion S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 12.869.

Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire du 23 mars 2016.

Les mandats des Administrateurs et du Commissaire aux Comptes sont venus à échéance.

Les sociétés S.G.A. SERVICES S.A. et FMS SERVICES S.A. sont réélus Administrateurs pour une nouvelle période de 6 ans.

Ratification de la nomination de Madame Tazia BENAMEUR, en tant qu'Administrateur pour une période de 6 ans.

Monsieur Eric HERREMANS n'est pas renouvelé en tant que Commissaire aux Comptes. Monsieur Gilles PERRANG né le 13 avril 1967 à Metz, adresse professionnelle au 3, avenue Pasteur L-2311 Luxembourg, est nommé comme nouveau Commissaire aux Comptes en remplacement de Monsieur Eric HERREMANS pour une nouvelle période de 6 ans.

Pour la société

FINLUX - Compagnie Luxembourgeoise de Finance et de Gestion S.A.

Référence de publication: 2016093252/17.

(160062588) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 avril 2016.

FSS - Financial Services Solutions S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1229 Luxembourg, 1, rue Bender.

R.C.S. Luxembourg B 198.755.

—
EXTRAIT

L'associé et le gérant unique Cyril Lejeune a changé son adresse au 80, rue du Rocher, F-75008 Paris.

Pour extrait conforme

Signature

Référence de publication: 2016093256/11.

(160062939) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 avril 2016.

Globecast Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.502,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 35, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 191.504.

—
EXTRAIT

Il résulte de la réunion du Conseil d'administration tenue en date du 5 avril 2016 que le siège social de la Société est transféré du 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg au K2 Allegro 2, 35a Avenue JF Kennedy, L-1855 Luxembourg avec effet au 1^{er} avril 2016.

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2016093260/13.

(160063009) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 avril 2016.

Lama Immobilier, Société Anonyme.

Siège social: L-2314 Luxembourg, 2A, place de Paris.

R.C.S. Luxembourg B 117.981.

—
EXTRAIT

Il résulte des résolutions adoptées par l'administrateur-délégué de la Société en date du 18 février 2016 que l'expert-comptable Alphonse KARST, ayant ses bureaux au L-2314 Luxembourg, 2a, place de Paris a été nommé en qualité de dépositaire professionnel des actions et parts au porteur avec effet immédiat et pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Luxembourg, le 18 février 2016.

Référence de publication: 2016093358/13.

(160062782) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 avril 2016.

LBPAM European Debt Funds, Société Anonyme de Titrisation.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.
R.C.S. Luxembourg B 176.209.

—
Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Annuelle en date du 8 avril 2016

En date du 8 avril 2016, l'Assemblée Générale Annuelle a décidé:

- de renouveler le mandat de Monsieur Marc E. De Leye en qualité d'Administrateur de catégorie A ainsi que de Monsieur Vincent Cornet, de Monsieur René Kassis et de la Banque Postale Asset Management représentée par Madame Valérie Cluzel en qualité d'Administrateurs de catégorie B jusqu'à la prochaine Assemblée Générale Annuelle prévue en 2017.

Luxembourg, le 14 avril 2016.

Pour extrait sincère et conforme

Pour LBPAM European Debt Funds

Caceis Bank Luxembourg

Référence de publication: 2016093359/16.

(160062905) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 avril 2016.

Liro Invest S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 40.204.929,00.

Siège social: L-2310 Luxembourg, 16, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 170.564.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 avril 2016.

Référence de publication: 2016093363/10.

(160062890) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 avril 2016.

Lascano S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 203.379.

—
Il est porté à la connaissance de tiers que suite à un contrat de cession de parts sociales en date du 06 avril 2016 OrangeField (Luxembourg) S. A., associé unique de la société émarginée, a transféré les 100 parts sociales qu'elle détenait dans Lascano S. à r. l. à TIAA European Farmland Fund LP.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2016093350/13.

(160062311) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 avril 2016.

Hendrina Holding S.à r.l./B.V., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1420 Luxembourg, 5, avenue Gaston Diderich.

R.C.S. Luxembourg B 202.387.

—
Extrait des résolutions prises par l'associé unique en date du 13 avril 2016

- Monsieur Gregory ELIAS a démissionné de son mandat de gérant de la Société avec effet immédiat.

- Monsieur Bernard Jan LAGENDIJK, né le 2 février 1953 à Rotterdam (Pays-Bas) et domicilié professionnellement au 44, Cret-des Nex, CH-Chesières, Suisse a été nommé en tant que gérant de la Société avec effet au 13 avril 2016 et pour une durée indéterminée.

Luxembourg, le 15.04.2016.

Pour Hendrina Holding S.à.r.l./B.V.

United International Management S.A.

Référence de publication: 2016093286/15.

(160062319) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 avril 2016.

Helio Finance S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 39.991.

Le Bilan au 31.12.2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2016093294/10.

(160062649) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 avril 2016.

HMD Investissements S.A., Société Anonyme Unipersonnelle.**Capital social: EUR 750.000,00.**

Siège social: L-2341 Luxembourg, 1, rue du Plébiscite.

R.C.S. Luxembourg B 109.703.

Annule et remplace dépôt L150167469 du 11/09/2015

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire tenue en date du 16/04/2015

Prolongation de mandats

L'assemblée générale a décidé de prolonger les mandats de l'administrateur unique Yvon HELL et du commissaire VERICOM S.A. et ce jusqu'à la prochaine assemblée générale ordinaire qui se tiendra en l'an 2020.

Changement d'adresse du commissaire

VERICOM S.A. a désormais son siège social à:

L-2341 Luxembourg, 1 rue du Plébiscite

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016093300/17.

(160062946) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 avril 2016.

Holzbau Neuman S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7651 Heffingen, 27, Dellegaass.

R.C.S. Luxembourg B 178.069.

Les comptes annuels au 31/12/2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016093301/9.

(160062990) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 avril 2016.

Gloden et Fils S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5471 Wellenstein, 12, Albaach.

R.C.S. Luxembourg B 104.720.

Les comptes annuels au 31.12.2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016093277/9.

(160062950) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 avril 2016.

Greenwich Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1736 Senningerberg, 5, rue Heienhaff.

R.C.S. Luxembourg B 174.353.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016093264/9.

(160062804) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 avril 2016.

Griffin Holdco II S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26A, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 164.859.

CLÔTURE DE LIQUIDATION

La liquidation de la société Griffin Holdco II S.à r.l., décidée par acte du notaire Maître Jean Sekler en date du 24 mars 2016, a été clôturée lors de l'assemblée générale extraordinaire sous seing privé tenue en date du 14 avril 2016.

Les livres et documents de la société seront conservés pendant cinq ans au 26A, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 avril 2016.

Signature

Le mandataire

Référence de publication: 2016093265/16.

(160062828) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 avril 2016.

Griffin Holdco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26A, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 154.256.

CLÔTURE DE LIQUIDATION

La liquidation de la société Griffin Holdco S.à r.l., décidée par acte du notaire Maître Jean Sekler en date du 24 mars 2016, a été clôturée lors de l'assemblée générale extraordinaire sous seing privé tenue en date du 14 avril 2016.

Les livres et documents de la société seront conservés pendant cinq ans au 26A, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 avril 2016.

Signature

Le mandataire

Référence de publication: 2016093266/16.

(160062827) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 avril 2016.

Galli S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.
R.C.S. Luxembourg B 40.111.

Le Bilan au 31.12.2015 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2016093267/10.

(160062630) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 avril 2016.

Matrix EPH 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.
R.C.S. Luxembourg B 123.530.

Le Bilan et l'affectation du résultat au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 Avril 2016.

Pour la Société

Référence de publication: 2016093380/12.

(160062931) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 avril 2016.

LVS II Lux XX S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1660 Luxembourg, 60, Grand Rue.

R.C.S. Luxembourg B 191.745.

—
EXTRAIT

Il résulte d'une décision de l'associé de la Société en date du 7 avril 2016 d'accepter la démission de Monsieur Paul Lawrence et de nommer Madame Nathalie Houllé, née le 8 mars 1984 à Forbach, France, résidant professionnellement au 60, Grand Rue, L-1660 Luxembourg, Luxembourg, en tant que gérant de la Société avec effet au 7 avril 2016 et ce pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 avril 2016.

Référence de publication: 2016093375/14.

(160062763) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 avril 2016.

LVS II Lux XXI S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1660 Luxembourg, 60, Grand Rue.

R.C.S. Luxembourg B 191.753.

—
EXTRAIT

Il résulte d'une décision de l'associé de la Société en date du 7 avril 2016 d'accepter la démission de Monsieur Paul Lawrence et de nommer Madame Nathalie Houllé, née le 8 mars 1984 à Forbach, France, résidant professionnellement au 60, Grand Rue, L-1660 Luxembourg, Luxembourg, en tant que gérant de la Société avec effet au 7 avril 2016 et ce pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 avril 2016.

Référence de publication: 2016093376/14.

(160062762) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 avril 2016.

LVS II Lux XVII S.à r.l., Société à responsabilité limitée de titrisation.

Siège social: L-1660 Luxembourg, 60, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 186.474.

—
EXTRAIT

Il résulte d'une décision de l'associé de la Société en date du 7 avril 2016 d'accepter la démission de Monsieur Paul Lawrence et de nommer Madame Nathalie Houllé, née le 8 mars 1984 à Forbach, France, résidant professionnellement au 60, Grand Rue, L-1660 Luxembourg, Luxembourg, en tant que gérant de la Société avec effet au 7 avril 2016 et ce pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 avril 2016.

Référence de publication: 2016093373/14.

(160062766) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 avril 2016.

Elbrouz S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1226 Luxembourg, 20, rue Jean-Pierre Beicht.

R.C.S. Luxembourg B 112.001.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

AKELYS EUROPEAN SCORE

20, rue Jean-Pierre Beicht L-1226 Luxembourg

Signature

Référence de publication: 2016091957/12.

(160061487) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 avril 2016.

Elbrouz S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1226 Luxembourg, 20, rue Jean-Pierre Beicht.

R.C.S. Luxembourg B 112.001.

—
Résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Ordinaire tenue en date du 21 mai 2014

Le mandat d'un Administrateur Madame Julie BARBAROSSA, employée privée, étant arrivé à son terme, l'Assemblée décide de nommer en qualité d'Administrateur jusqu'à l'Assemblée Générale Ordinaire statuant sur les comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2019:

- Madame Julie BARBAROSSA, employée privée, domiciliée professionnellement 20, rue Jean-Pierre Beicht L-1226 Luxembourg.

L'Assemblée autorise le Conseil d'Administration à désigner en qualité d'Administrateur-délégué, Madame Julie BARBAROSSA, Employée privée, domiciliée professionnellement 20, rue Jean-Pierre Beicht L-1226 Luxembourg, mentionnée supra, avec tous les pouvoirs pour engager valablement la société par sa seule signature

Résolution prise lors de la réunion du Conseil d'Administration tenue en date du 21 mai 2014 à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire de ce jour

Le Conseil d'Administration nomme Madame Julie BARBAROSSA, employée privée, domiciliée professionnellement 20, rue Jean-Pierre Beicht L-1226 Luxembourg, née le 10 juillet 1985 à Metz, aux fonctions d'Administrateur-délégué, laquelle aura tous pouvoirs pour engager valablement la société par sa seule signature.

Son mandat prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2019.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

AKELYS EUROPEA SCORE

20, rue Jean-Pierre Beicht L-1226 Luxembourg

Signature

Référence de publication: 2016091955/27.

(160061319) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 avril 2016.

Carmélite Riverside London S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 15.000,00.

Siège social: L-1150 Luxembourg, 287-289, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 168.867.

—
Extrait des résolutions de l'associé unique en date du 12 avril 2016

En date du 12 avril 2016, l'associé unique a décidé comme suit:

- d'accepter la nomination de Monsieur Stephen Osmont, né le 14 mai 1978 à Jersey, ayant son adresse professionnelle au 287-289, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg, en qualité de gérant de classe B de la Société avec effet au 4 avril 2016 et pour une durée indéterminée.

- d'accepter la démission de Monsieur Paul Lawrence de sa fonction de gérant de classe B de la Société avec effet au 4 avril 2016.

Luxembourg, le 13 avril 2016.

Pour extrait analytique conforme

Référence de publication: 2016091874/17.

(160061148) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 avril 2016.

Claren Road Master LuxCo B, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 161.458.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 avril 2008.

Référence de publication: 2016091886/10.

(160060861) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 avril 2016.

Euro-Pe Select Opportunities SICAV SIF SCS, Société en Commandite simple sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 188.825.

In the year two thousand and sixteen,
on the fifteenth day of March.

Before Us, Maître Jean-Joseph WAGNER, notary residing in SANEM, Grand Duchy of Luxembourg,

is held

an extraordinary general meeting of shareholders (the "Meeting") of "Euro-PE Select Opportunities SICAV-SIF SCS" (hereinafter the "Company"), a société en commandite simple existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 5, Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 188 825, incorporated pursuant to a deed dated 10 July 2014, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations on 30 July 2014, number 1991 and page 95534.

The Meeting was opened by Mr Frédéric Pelé, lawyer, professionally residing in Luxembourg, having been appointed chairman,

who appointed as secretary Ms Julia Vergauwen, lawyer, professionally residing in Luxembourg.

The Meeting elected as scrutineer Mr Jean-Baptiste Juvin, lawyer, professionally residing in Luxembourg.

The board of the Meeting having thus been constituted, the chairman declared and requested the notary to state that:

I. - The shareholders present or represented, the proxyholders of the represented shareholders and the number of their shares are shown on an attendance list; this attendance list, after been signed "ne varietur" by the shareholders, the proxyholders of the represented shareholders, the board of the Meeting and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed.

The proxies of the represented shareholders after been signed by the board of the Meeting and the undersigned notary will also remain annexed to the present deed.

II. - A convening notice reproducing the agenda of the present meeting was sent by registered mail to each of the registered shareholders of the Company on 1 March 2016.

III. - It appears from the attendance list that one million eight hundred three thousand one hundred fifty-five (1,803,155) registered shares, representing seventy-nine point seventy-nine percent (79.79 %) of the share capital of the Company are present or represented at this extraordinary general meeting, so that the quorum requirement of fifty percent (50%) of the capital as imposed by article 67-1 of the Luxembourg law of 15 August 1915 on commercial companies, as amended, is met and that the Meeting can therefore validly deliberate on the proposed agenda.

IV. - That the agenda of the present meeting is the following:

Full restatement of the articles of incorporation of the Company in order to bring them in line with the Luxembourg law of 12 July 2013 on alternative investment fund managers.

After deliberation, the following resolution was unanimously taken by the extraordinary general meeting of the shareholders of the Company:

Sole resolution

The Meeting RESOLVES to fully restate the articles of incorporation of the Company in order to bring them in line with the Luxembourg law of 12 July 2013 on alternative investment fund managers, so that they read as follows:

"Definitions

Accrued Interest	has the meaning assigned thereto in Article 12.2.1.
Advisory Committee	has the meaning assigned thereto in Article 25.
Affiliate	any legal entity or other entity which, in relation to the Person concerned, is its Subsidiary, its Holding Company or that Person's Holding Company.
Affiliated Entity AIFM	has the meaning assigned thereto in Article 9.3.2. such entity that may act as the alternative investment fund manager of the Company in accordance with the AIFM Directive and the 2013 Law as more fully
AIFM Directiv	the European directive 2011/61/EU of the European Parliament and of the Council of 8 June 2011 on alternative investment fund managers and amending directive 2003/41/EC and 2009/65/EC and regulations (EC) No 1060/2009 and (EU) No 1095/2010, as amended or replaced from time to time.
Articles	the present articles of incorporation of the Company.

Business Day	a day (not being a Saturday or Sunday) on which banks are open for business in Luxembourg and France.
Central Administration Agent	any entity appointed, in accordance with Luxembourg laws and regulations to act as central administration agent of the Company, or such entity as may subsequently be appointed to act in such capacity.
Claims	has the meaning assigned thereto in Article 20.1.
Class(es)	has the meaning assigned thereto in Article 7.2.
Class A Shares	has the meaning assigned thereto in Article 7.2(b).
Class B Shares	has the meaning assigned thereto in Article 7.2(c).
Class D Shares	has the meaning assigned thereto in Article 12.2.3
Commitment(s)	has the meaning assigned thereto in Article 10.
Company	Euro-PE Select Opportunities SICAV-SIF S.C.S a Société d'Investissement à Capital Variable – Fonds d'Investissement Spécialisé in the form of a Société en Commandite Simple, governed by the 2007 Law.
Covered Person	has the meaning assigned thereto in Article 20.1
CSSF	has the meaning assigned thereto in Article 9.2
Depository	has the meaning assigned thereto in Article 24
Damages	has the meaning assigned thereto in Article 20.1.
Default Letter	has the meaning assigned thereto in Article 12.2.
Defaulting Shareholder	has the meaning assigned thereto in Article 12.1.
Defaulting Shareholders' Shares	has the meaning assigned thereto in Article 12.2.3(a).
Disabling Conduct	has the meaning assigned thereto in Article 20.1.
FATCA	means Sections 1471 through 1474 of the U.S. Code, any current or future regulations or official interpretations thereof, any agreement entered into pursuant to Section 1471 (b) of the U.S. Code, or any fiscal or regulatory legislation, rules or practices adopted pursuant to any intergovernmental agreement entered into in connection with the implementation of such Sections of the U.S. Code.
FATCA Letter	has the meaning ascribed to in Article 9.3.4
FATCA Recalcitrant Shareholder	any Shareholder or beneficial owner of Shares that fails to provide the Holder FATCA Information as requested or that fails to provide a waiver of law prohibiting the disclosure of such information to a taxing authority, or any Shareholder of beneficial owner of Shares that is a foreign financial institution as defined in Section 1471(d)(4) of the U.S. Code and, unless exempted from complying or otherwise deemed to be compliant, fails to comply with Section 1471(b) of the U.S. Code.
First Closing Date	has the meaning ascribed to it in the Issue Document.
Further Drawdown	has the meaning ascribed to it in the Issue Document.
General Partner	has the meaning assigned thereto in Article 15
Holding Company	a Person is the holding company of another Person, which is itself a legal entity, if it holds, directly or indirectly: <ul style="list-style-type: none"> (a) a majority of the voting rights of such other Person; or (b) an interest in such other Person and has the power to appoint its chairman, the majority of its board of directors or the majority of its supervisory board, as applicable; or (c) an interest in such other Person and controls, alone or pursuant to an agreement entered into with other shareholders (or other holders of securities), the majority of the voting rights of such other Person or has the power to appoint the chairman, the majority of its board of directors or the majority of its supervisory board, as applicable.
Holder FATCA Information	means information requested by the Company or an intermediary (or an agent thereof) in connection with FATCA to enable or help the Company or an intermediary to comply with FATCA.
Indemnified Individual	any officer, director, Shareholder, agent, member, adviser, consultant, partner or employee of the General Partner.
Indemnified Person	the General Partner and any Indemnified Individual.
Investment	has the meaning ascribed to it in the Issue Document.
Investment Team	has the meaning ascribed to it in the Issue Document.
Issue Document	has the meaning assigned thereto in Article 3
Management Share(s)	has the meaning assigned thereto in Article 7.2(a)
Net Assets	has the meaning assigned thereto in Article 13.1

Net Asset Value	has the meaning assigned thereto in Article 13.2
New General Partner	has the meaning assigned thereto in Article 15
Notification Letter	has the meaning assigned thereto in Article 9.3.1.
Payment Date	has the meaning assigned thereto in Article 12.1.
Person	any individual or entity, including any body corporate, partnership, limited partnership, limited liability partnership, association, limited company, open-ended investment company, joint-stock company, trust, unit trust, unincorporated association, government or governmental agency or authority.
Portfolio Company	has the meaning ascribed to it in the Issue Document.
Proceeding	has the meaning assigned thereto in Article 20.1.
Proposed Shares	has the meaning assigned thereto in Article 9.3.1.
Proposed Transfer	has the meaning assigned thereto in Article 9.3.1.
Redemption Price	has the meaning assigned thereto in Article 12.2.3(c).
Register	has the meaning assigned thereto in Article 8.2.
Registrar and Paying Agent	has the meaning assigned thereto in Article 8.2. Registrar and Paying Agent any entity appointed, in accordance with Luxembourg laws and regulations, to act as registrar and paying agent of the Company, or such entity as may subsequently be appointed to act in such capacity
Series	has the meaning assigned thereto in Article 7.2.
Shareholders	has the meaning assigned thereto in Article 4.
Shares	has the meaning assigned thereto in Article 7.1.
Subordinated Decision	has the meaning assigned thereto in Article 12.2.3(b).
Subscription Agreements	has the meaning assigned thereto in Article 7.2.
Subsidiary	a Person is a subsidiary of another Person if such other Person is a Holding Company of such Person.
Term of the Company	has the meaning assigned thereto in Article 3.
Transfer	has the meaning assigned thereto in Article 9.1(a).
Undrawn Commitment	has the meaning assigned thereto in Article 9.3.6.
Unrestricted Transfer	has the meaning assigned thereto in Article 9.3.2.
U.S. Code	the U.S. Internal Revenue Code of 1986, as amended.
Valuation Date	31 March, 30 June, 30 September and 31 December of each year as well as any other date determined by the General Partner and for the first time 30 September 2014.
Warning of Default	has the meaning assigned thereto in Article 12.1.
Well-Informed Investor	has the meaning assigned thereto in Article 8.1.
1915 Law	has the meaning assigned thereto in Article 1.
2013 Law	the Luxembourg law of 12 July 2013 relating to alternative investment fund managers, as amended or replaced from time to time.

1. Name and form. There is hereby established among the subscribers and all those who may become owners of the Shares of the Company hereafter issued, a company in the form of a société en commandite simple (S.C.S.) qualifying as a Société d'Investissement à Capital Variable - Fonds d'Investissement Spécialisé under the name of "Euro-PE Select Opportunities SICAV-SIF SCS" (the "Company").

The Company shall be governed by the law dated August 10, 1915 on commercial companies, as amended (the "1915 Law") and the law dated February 13, 2007 applicable to specialised investment funds, as amended (the "2007 Law").

2. Registered office. The registered office of the Company is established in the municipality of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. Branches, subsidiaries or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or in any other location by a decision of the General Partner. Within the same municipality, the registered office may be transferred by a simple resolution of the General Partner.

If and to the extent permitted by law, the General Partner may decide to transfer the registered office to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg, subject to a resolution of an extraordinary general meeting of Shareholders deliberating in the manner required for amendment of these Articles.

If the General Partner determines that any extraordinary political, economic or social events, which have occurred or are imminent, would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communication between such office and persons established in any other location, the registered office may be transferred temporarily to any other location until the complete cessation of such exceptional circumstances; such provisional measures shall have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding such temporary transfer, shall remain a company governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, in particular the 2007 Law.

3. Term of the company. The Term of the Company is of ten (10) years from the First Closing Date (as defined in the Issue Document of the Company, as amended from time to time (the "Issue Document")) provided that the Term of the Company may be extended for two (2) successive periods of one (1) year each, upon decision of the General Partner.

At the expiration of the Term of the Company, the Company will be dissolved and liquidated pursuant to Articles 32 and 33.

4. Purpose. The purpose of the Company is to invest (directly or indirectly) the funds available to the Company in shares, securities or interest of private equity investment funds or securities of companies and other permitted assets according to the 2007 Law, with the purpose of spreading investment risks and affording its shareholders (the "Shareholders") the results of the management of its portfolio.

The Company may take any measures and carry out any transaction, including all financial operations, which it may deem useful for the fulfilment and development of its purpose to the fullest extent permitted under the 2007 Law, in particular and without limitation:

(a) make investments whether directly or through direct or indirect participations in subsidiaries of the Company or other intermediary vehicles;

(b) borrow money in any form (including short-term borrowings) or obtain any form of credit facility and raise funds through, including, but not limited to, the issuance of bonds, notes, promissory notes, and other debt or equity instruments;

(c) advance, lend or deposit money or give credit to companies and undertakings.

(d) enter into any guarantee, pledge or any other form of security, whether by personal covenant or by mortgage or charge upon all or part of the assets (present or future) of the Company or by all or any of such methods, for the performance of any contracts or obligations of the Company, or any manager or other agent of the Company, or any entity in which the Company or its parent entities has a direct or indirect interest, or any entity being a direct or indirect shareholder of the Company or any entity belonging to the same group as the Company.

5. Liability. The General Partner is jointly and severally liable with the Company for all of the Company's liabilities which cannot be met out of the Company's assets.

The holders of limited shareholders' shares shall not act on behalf of the Company in any manner or capacity other than by exercising their rights as Shareholders in general meetings and shall only be liable to the extent of their contributions to the Company.

6. Determination of the investment objectives. The General Partner shall determine the investment objectives of the Company as well as the course of conduct of the management and the business affairs of the Company in relation thereto, in accordance with the provisions set forth in these Articles, the Issue Document, and applicable laws and regulations.

7. Share capital.

7.1 The share capital of the Company shall be represented by shares (the "Shares") of no par value and shall at any time be equal to the total net assets of the Company as determined pursuant to Article 13 hereof. The minimum capital of the Company, which must be reached within twelve (12) months as from the date on which the Company has been authorized as a société d'investissement à capital variable- fonds d'investissement spécialisé under Luxembourg law, is one million two hundred fifty thousand Euros (EUR 1,250,000).

7.2 The share capital of the Company shall be represented by the following categories of Shares (each, a "Class", collectively, the "Classes"):

(a) "Management Share(s)": the Share subscribed for at the time of incorporation of the Company by the General Partner as unlimited shareholder (associé gérant commandité) of the Company as well as the Management Share(s) that may be issued subsequently, subscription of which will be reserved for the General Partner as unlimited shareholder of the Company.

(b) "Class A Shares": a Class of Shares subscribed for by limited shareholders (associés commanditaires) other than the members of the Investment Team in accordance with the provisions of the Issue Document.

(c) "Class B Shares": a Class of Shares subscribed for by limited shareholders (associés commanditaires) being the members of the Investment Team, the General Partner, the AIFM, the Natixis Group and Investors which amount of Total Commitments is equal to or exceeds EUR thirty (30) millions. In accordance with the provisions of the Issue Document Shares may, as the General Partner shall determine, be issued in one or more separate series (the "Series"), the characteristics, terms and conditions of which shall be established by the General Partner in its discretion and provided for in the Issue Document, the Articles and the subscription agreements signed by each Shareholder (the "Subscription Agreements"). Any such Series will serve to identify the Shares depending on their issuance date or their Net Asset Value (as defined below) and will confer no special right among or between them.

The General Partner may create additional Classes as well as additional Series. In this case, these Articles shall be amended accordingly.

7.3 Upon its incorporation, the initial subscribed share capital of the Company was three hundred thousand and ten euro (EUR 300,010.-) divided into one (1) Management Share and thirty thousand (30,000) Class A Shares, having been fully paid-up each.

8. Shares.

8.1 Shareholders

Shares in the Company are exclusively restricted to well-informed investors (investisseurs avertis) within the meaning of article 2 (1) of the 2007 Law (the "Well-Informed Investors"). The requirements set forth in article 2 (1) of the 2007 Law shall not be applicable to the General Partner and other persons who are involved in the management of the Company.

The General Partner or, as the case may be the entities appointed by the General Partner to receive subscription orders for shares of the Company, may request all information and documents required or necessary in order to assess the status as "Well-Informed Investor" of a potential investor.

Each Shareholder is required to sign a Subscription Agreement pursuant to which such Shareholder commits irrevocably to make all subscriptions and payments expected from such Shareholder pursuant to the Issue Document, these Articles and such Subscription Agreement, and whereby such Shareholder declares that it is bound by the terms and conditions of the Issue Document, these Articles and such Subscription Agreement, as each may be amended in accordance with their respective applicable provisions.

8.2 Form of Shares and Register

All Shares shall be issued in registered form only.

The inscription of a Shareholder's name in the register of Shareholders (the "Register") evidences its right of ownership to such registered Shares.

All issued Shares of the Company shall be registered in the Register, which shall be kept at the registered office of the Company. The Register shall contain the name of each Shareholder, its residence, registered office or elected domicile, the number and Series (if any) of Shares it owns, the paid-up amount of each such Share, and banking references. Until notices to the contrary shall have been received by the Company, the Company may treat any information contained in the Register as accurate and up to date and may especially use the addresses and banking references indicated therein for purposes of sending notices and announcements and making any payments, respectively.

The Company only recognizes one (1) owner per Share. If one or more Shares are jointly owned or if the ownership of such Share(s) is disputed, all Persons claiming a right to such Share(s) must appoint a single attorney to represent such Share(s) in respect of the Company. Failure to appoint such attorney will lead to an automatic suspension of all rights attached to such Share(s).

8.3 Voting rights

Each Share grants the right to one (1) vote at every meeting of Shareholders.

Fractional Shares may be issued up to three places after the decimal and shall carry rights in proportion to the fraction of a Share they represent but shall carry no voting rights, unless their number is such that they represent a whole Share, in which case they confer a voting right.

Unless otherwise provided in these Articles, the consent of the General Partner is required in order for a Shareholder's resolution to be validly adopted.

9. Transfer of shares.

9.1 Transferability

(a) Any sale, assignment, transfer (including donation), exchange, contribution, pledge, mortgage, capital gains sharing agreement (convention de croupier), other disposition or encumbrance, or winding-up of a company followed by the transfer of its assets and liabilities to its sole shareholder (transmission universelle de patrimoine) in any form whatsoever, by a Shareholder (including, for the avoidance of doubt Unrestricted Transfers referred in Article 9.3.2) (a "Transfer") of any Shares shall be made in accordance with the provisions of the 1915 Law, the 2007 Law and these Articles and is subject in particular, to the restrictions provided for in these Articles.

(b) Transfers of Shares, whether direct or indirect, voluntary or involuntary (including, but not limited to, Transfers to an Affiliate) will not be valid:

(i) if the transferee is not a Well-Informed Investor; or

(ii) if such Transfer results in a violation of a provision of the Issue Document, these Articles or of applicable laws or any other regulation, including Luxembourg laws on securities and Federal or State laws of the United States of America relative to the mandatory registration of public securities offerings; or

(iii) if as a result of such Transfer, the Company or the General Partner would be required to register as an "Investment Company" under the United States of America Investment Company Act of 1940, as amended; or

(iv) if, as a result of such Transfer, the Assets of the Company are considered "Plan Assets" with respect to ERISA; or

(v) if such Transfer would cause the Company to be classified as an association taxable as a corporation for United States of America Federal income tax purposes or would cause the Company to be treated as a "publicly traded partnership" for United States of America Federal income tax purposes.

(c) Any Share Transfer made in breach of the provisions of this Article 9 shall be null and void and of no force or effect against the Company and the Shareholders.

Transfers which are null and void and of no force or effect shall not be recorded in the Register and, until remedied, all the rights and obligations attached to the relevant Shares will be exercised and enforced by the transferor holding such Shares, without prejudice to any liability such transferor may incur with respect to the Company or to the other Shareholders.

(d) The Company may restrict or object to the ownership of Shares in the Company by any person (excluding the General Partner and other persons who are involved in the management of the Company) that does not meet the requirements of a Well-Informed Investor. For this purpose the Company may:

(i) refuse to issue Shares and to register the Transfer of Shares if it appears that such issuance or Transfer would or could have the effect of allotting ownership of the Shares to any Person not meeting the requirements of a Well-Informed Investor; and

(ii) proceed with the compulsory redemption of all or some of all or a portion of Shares if it appears that a person does not meet the requirements of a Well-Informed Investor.

(e) The General Partner shall have the right to prohibit any Transfer which might create an adverse effect on the Company, the General Partner or any of the Shareholders, including but not limited to regulatory and/or tax consequences.

9.2 Transfer of the Management

Share(s) In the event of a Transfer of the Management Share(s) held by the General Partner, its assignee or transferee shall be substituted in its place and admitted to the Company as the general partner of the Company in accordance with the provisions of the 1915 Law and the 2007 Law and with the prior consent of the Commission de Surveillance du Secteur Financier (the "CSSF"). Such a replacement of the General Partner requires an amendment of the Articles to be decided in accordance with the quorum and majority requirements defined in Article 31. Immediately thereafter, such substituted general partner shall be authorized to and shall continue the management of the Company.

9.3 Transfer of Shares (other than the Management Share(s))

9.3.1 Notification Letter

In the event of a proposed Transfer of Shares (other than the Management Share(s)) (a "Proposed Transfer"), the transferor shall make a declaration thereof to the General Partner by registered letter with return receipt requested (the "Notification Letter"), (i) indicating the full name, mailing address and tax domicile of the transferor and of the transferee, the identification number and the number of Shares which the transferor plans to transfer (the "Proposed Shares"), and the price offered for the Proposed Shares, and (ii) including a representation and warranty given by the transferee that such transferee is a Well-Informed Investor.

9.3.2 Unrestricted Transfers

Provided that, in accordance with Article 9.3.1 a Shareholder provides a Notification Letter to the General Partner no later than fifteen (15) Business Days prior to the date contemplated for the completion of the Proposed Transfer, any Transfer of Shares (other than (i) the Management Share(s)) by a Shareholder to (i) the General Partner or its Affiliates, (ii) an Affiliate of such Shareholder, or (iii) in the event that such Shareholder is an investment fund, to its management company or any investment fund which is managed or advised by its management company or which is managed or advised by an Affiliate of its management company which is located in the same jurisdiction as the Shareholder (an "Affiliated Entity"), shall be unrestricted (an "Unrestricted Transfer").

The General Partner shall nevertheless have the right to prohibit any Transfer which might create an adverse effect on the Company, the General Partner or any of the Shareholders, including but not limited to regulatory and/or tax consequences.

An Unrestricted Transfer shall be valid upon agreement on the Transfer between the transferring transferor and the transferee meeting the requirements under Article 9.3.6.

If there have been two or more successive Transfers of the same Shares to Affiliates or to Affiliated Entities, any Transfer subsequent to the first Transfer will be unrestricted only if the proposed transferee is an Affiliate or an Affiliated Entity of the transferor in the first Transfer.

With respect to any Transfer to an Affiliate or to an Affiliated Entity,

(a) if, at any time whatsoever, the relevant transferee ceases to be an Affiliate or an Affiliated Entity of the transferor, then such transferee shall, if the General Partner so requests, transfer all the Shares which had been transferred to it back to the transferor as soon as possible;

(b) any change of beneficial owner or change of control, as defined pursuant to Luxembourg applicable regulations, with respect to the transferee within a two (2) year period as from the previous Transfer to an Affiliate or an Affiliated Entity, shall be subject to the prior consent of the General Partner described in Article 9.3.3 below.

Before the transferee ceases to be an Affiliate or an Affiliated Entity of the transferor, it shall inform the General Partner, as soon as possible, of its contemplated change of status.

9.3.3 Prior approval

(a) Prior approval of the Share Transfer - In order to maintain the consistency of the Company's shareholders, it is agreed to that Transfers of any Shares (other than the Management Share(s)), for any reason whatsoever, are subject to the prior written approval of the General Partner during the entire Fund Term (without prejudice of the exercise of any vesting and/or leavers agreements).

(b) Exceptions - The Shares (other than the Management Share(s)) may be the subject of a Transfer, without having to be first approved by the General Partner in case of an Unrestricted Transfer referred to in Article 9.3.3 above.

(c) Decision of the General Partner - The General Partner will have twenty (20) Business Days as from the reception of the Notification Letter to decide whether it does or does not approve and to notify such decision to the transferor. If the General Partner does not notify its refusal within the twenty (20) Business Day period aforementioned, it shall be deemed to have approved the contemplated Transfer. The General Partner has full discretion in making this decision, is not subject to any restrictions and is not required to make the reasons for its decision known.

(d) Completion of an approved Transfer - Where approval is given, the completion of the Transfer of Shares shall take place according to the notified conditions within fifteen (15) Business Days following the notification of such approval or the expiration of the period of twenty (20) Business Days provided in the above paragraph. Should the transferor fail to complete the Transfer within the required time frame, it shall then again, prior to any Share Transfer, comply with the provisions of the Articles with respect to Proposed Transfer.

Should it happen that the transferor is unable to complete, within the required time frame, the Transfer planned and approved under the conditions provided for above, neither the Company nor any of the Shareholders shall be bound to redeem the relevant Shares nor shall they have to indemnify the transferor in any manner whatsoever, and the General Partner shall not be required to approve any other Proposed Transfer notified by the transferor subsequently.

9.3.4 Transfer of Shares belonging to a FATCA Recalcitrant Shareholder

If, at any time whatsoever, in the reasonable determination of the General Partner, a Shareholder is or will become a FATCA Recalcitrant Shareholder, the General Partner may compel or effect the Transfer of the Shares held by such FATCA Recalcitrant Shareholder pursuant to the provisions of Article 23. In such case, the General Partner will send a letter (the "FATCA Letter") to such FATCA Recalcitrant Shareholder.

Any proposed Transfer of the Shares held by a FATCA Recalcitrant Shareholder must comply with the provisions of Article 9 including for the avoidance of doubt any requirement regarding the transfer to the transferee of the Undrawn Commitment relating to the FATCA Recalcitrant Shareholder's Shares transferred pursuant to Article 9.3.6(a).

The FATCA Recalcitrant Shareholder may designate a proposed transferee within ten (10) Business Days as from the date on which the FATCA Letter was sent by sending a notice complying with the provisions of Article 9.3.1, provided that such proposed transferee meets the requirements under Article 9.3.6 and, in the reasonable determination of the General Partner, is not or would not be a FATCA Recalcitrant Shareholder.

If the FATCA Recalcitrant Shareholder has not designated any transferee, the General Partner may decide at its discretion that the FATCA Recalcitrant Shareholder's Shares will be transferred by causing a forced sale of the FATCA Recalcitrant Shareholder's Shares to any Person (including one or more Shareholder) who meets the requirements under Articles 9.3.6 and, in the reasonable determination of the General Partner, is not or would not be a FATCA Recalcitrant Shareholder.

The transferee of the FATCA Recalcitrant Shareholder's Shares shall pay a price equal to the transfer price mentioned in Article 23.2 for the FATCA Recalcitrant Shareholder's Shares to the Company. Out of the net proceeds attributable to the Transfer of the FATCA Recalcitrant Shareholder's Shares, the General Partner shall be entitled to first deduct the amounts set forth in Article 23.3. The General Partner shall then be entitled to deduct for its own account, the account of the Company, the other Shareholders, the Depositary (as defined below), the Registrar and Paying Agent, and the Central Administration Agent, an amount equal to all the expenses incurred or damages suffered by them and arising from the fact that the Ordinary Shareholder has become a FATCA Recalcitrant Shareholder as well as any other third-party costs arising out of the fact that the Shareholder has become a FATCA Recalcitrant Shareholder (unless already included in the expenses or damages incurred by the Company). The FATCA Recalcitrant Shareholder will receive the balance, if any.

In the event of a Transfer of the FATCA Recalcitrant Shareholder's Shares, the corresponding registration of the FATCA Recalcitrant Shareholder will be struck off the Register. The purchaser(s) of the FATCA Recalcitrant Shareholder's Shares will only become owner(s) of such Shares once they have complied in full with the conditions referred to in Article 9.

9.3.5 Compensation

Each transferor agrees to pay all expenses, including legal fees, incurred by the Company or the General Partner (and to, reimburse the Company or the General Partner as the case may be,) relating to the Transfer of its Shares, unless the Transferee accepts to bear such expenses. The General Partner may also receive remuneration from the transferor, negotiated by mutual agreement, if such transferor requires its assistance to find a transferee for its Shares.

9.3.6 Miscellaneous

Notwithstanding any provision to the contrary contained in these Articles, the transferee of Shares (other than the Management Share(s)) (including, for the avoidance of doubt Unrestricted Transfers referred in Article 9.3.2) shall only have the right to become a Shareholder replacing the transferor if:

(a) in the event that the Transfer of Shares takes place before all Commitments have been fully drawn down, the obligations in respect of the transferor's Commitment which the General Partner remains entitled to call pursuant to the Subscription Agreement signed by the transferor corresponding to those Shares (the "Undrawn Commitment") must be transferred by the transferor to the transferee together with the said Shares;

(b) the transferee has executed all documents required by the General Partner in order to acknowledge such transferee's irrevocable commitment to meet any capital calls attributable to the transferor's Undrawn Commitment attached to the

Shares to be transferred and transferred by the transferor to the transferee, as well as all other payments expected from such transferee pursuant to the Issue Document, these Articles and the Subscription Agreement;

(c) the General Partner shall have received all other documents, opinions (including in particular an opinion of counsel that may be reasonably requested by the General Partner from the transferee, which counsel and opinion shall be reasonably satisfactory to the General Partner), instruments and certificates reasonably required by the General Partner intended to admit the transferee as a Shareholder of the Company and to establish the transferee's consent to be bound by all the provisions of these Articles, the Issue Document and the relevant Subscription Agreement, including a written commitment to take over all the obligations of the transferor with respect to the Company and a certificate or representation to the effect that the representations set forth in such Subscription Agreement are (except as otherwise disclosed to and consented to by the General Partner) true and correct with respect to such transferee as of the date of such Transfer;

(d) the transferee is a Well-Informed Investor;

(e) the transferor or the transferee paid all the expenses referred to in Article 9.3.5; and

(f) such Transfer would not cause the Company, any Investment, the General Partner or any of their respective Affiliates, as reasonably determined by the General Partner, to be in breach, or otherwise adversely affected as a result of the provisions of, any applicable law, regulation or rule (as in effect on the date of the Transfer or as may be in effect at any time in the future).

The shares of the Company cannot be assigned, offered or sold directly or indirectly in the United States of America (including its territories and possessions) and to "U.S. persons" as this term is defined under the U.S. regulation known as "SEC Regulation S".

The General Partner shall be entitled to refuse to register any transferee as a Shareholder in the Register so long as any of the conditions of the previous paragraphs are not met.

Any Transfer of registered Shares shall be entered into the Register; such inscription shall be signed by the General Partner or by any other person(s) appointed for this purpose by the General Partner.

10. Issuance of shares. The General Partner is authorised without limitation to issue additional partly or fully paid Shares at any time, in accordance with the procedures and subject to the terms and conditions determined by the General Partner and referred to in these Articles and the Issue Document, without reserving to the existing Shareholders any preferential or pre-emptive rights to subscription for the Shares to be issued. The issuance price shall be determined in accordance with the criteria defined by the General Partner and referred to in these Articles and the Issue Document. The issuance price may vary depending on the context, e.g. according to the date of subscription etc. The issuance price so defined may notably be a fixed price or a price based on the Net Asset Value of the Shares as determined in accordance with the provisions of Article 13 hereof plus an issuance fee or premium, if any, as the Issue Document may provide. The General Partner may also make such adjustment to the issuance price as it may consider appropriate to ensure fairness between the Shareholders according to the provisions of the Issue Document.

Limited shareholders shall subscribe for Shares, as determined by the General Partner in accordance with the terms and condition of these Articles, the Issue Document and their respective Subscription Agreements which provide for their respective total committed capital (the "Commitment" or "Commitments"), subject to any minimum Commitment amount as may be decided by the General Partner.

The provisions relating to Commitments of the limited shareholder and procedures relating to drawdowns of the Commitments of the limited shareholders shall be set forth in the Issue Document and the Subscription Agreement of each limited shareholder.

The Company may issue one or more additional Management Share(s) whose subscription will be reserved to the current General Partner as unlimited shareholder of the Company.

11. Redemption of shares - Conversion of shares.

11.1 Redemption of Shares

The Company is a closed-ended fund. Accordingly, Shareholders are not entitled to request redemption of their Shares during the Term of the Company as set forth in Article 3.

The Company can nonetheless redeem Shares in the cases listed in these Articles subject to the conditions set forth in article 12.1 of the Issue Document.

Notwithstanding the above, the Shares may be redeemed (i) whenever the Company is making a distribution or (ii) on a compulsory basis if (a) a Shareholder ceases to be or is found not to be a Well-Informed Investor, (b) the Company discovers at any time that the Shares are owned by a U.S. person, either alone or in conjunction with any other person, whether directly or indirectly, (c) any Shareholder is in breach of the law or requirement of any country or governmental authority or (d) any Shareholder entails circumstances which in the opinion of the General Partner might result in the Company incurring any liability to taxation or suffering any pecuniary disadvantage which the Company might not otherwise have incurred or suffered. Whenever the Company redeems Shares for the purpose of making a distribution, the redemption price shall be based on the most recent available Net Asset Value (as defined below) of the relevant Class of Shares divided by the number of Shares being redeemed.

The Company shall have the right, if the General Partner so determines, to satisfy payment of the redemption price to any Shareholder who agrees, in specie by allocating to the Shareholder Investments from the portfolio of assets of the Company equal to the value of the Shares to be redeemed.

At the expiration of the Term of the Fund, any Shareholder may request the redemption of its Shares, pursuant to the conditions set forth in article 12.1 of the Issue Document.

Notwithstanding the preceding, requests for redemption will not be admissible after the dissolution of the Company as provided for in Article 32.

The Company may redeem fractions of Shares.

The Shares redeemed by the Company will be cancelled.

11.2 Conversion of Shares

The General Partner may, pursuant to the conditions defined in Article 12, convert Shares held by a Defaulting Shareholder into Class D Shares pursuant to the provision of Article 12.

The Shareholders undertake to agree to the conversion of their Shares pursuant to the conditions defined in Article 12 pursuant to the above paragraph.

12. Late and default of payment.

12.1 If a Shareholder holding Class A Shares or Class B Shares does not make, in full or in part, a payment corresponding to a capital call or any other amount required to be funded pursuant to these Articles, the Issue Document or such Shareholder's Subscription Agreement, in each case on the date on which such payment must be made (the "Payment Date"), the General Partner shall provide such Shareholder with a written notice on such Payment Date of such failure to meet its drawdown obligations (the "Warning of Default").

1. The Shareholder will then have a five (5) Business Day period following the sending of the Warning of Default to meet its drawdown obligation without penalty. If such Shareholder meets its drawdown obligation within this required time-frame, the General Partner will not consider such Shareholder as a Defaulting Shareholder (as such term is defined in the following paragraph) and the amounts due by the Shareholder will not bear any interest and such Shareholder will be entitled to receive distributions which have been made, if any, between the Payment Date and expiry of such five (5) Business Day period following the date of sending of the Warning of Default.

2. In the event of a default in payment or a failure to cure a default after the five (5) Business Day period following the sending of the Warning of Default, the Shareholder shall be deemed to be a defaulting investor (a "Defaulting Shareholder") with retroactive effect from the Payment Date and will not be entitled to receive any distributions which have been made between the Payment Date and expiry of such five (5) Business Day period following the date on which the Warning of Default was sent.

12.2 In the event that the default is not remedied within the five (5) Business Day period following the date on which the Warning of Default was sent, the General Partner will be entitled to send a default letter to the Defaulting Shareholder (the "Default Letter") to such Defaulting Shareholder and may proceed in the following manner.

12.2.1 In addition, subject to the provisions of Article 12.2.2 below, the General Partner will be entitled to decide that (i) the Defaulting Shareholder will not receive any distribution of any kind whatsoever until the date on which the Company has realised or distributed all its assets and may make a final distribution of all remaining assets to the Shareholders, (ii) the voting rights attached to the Shares held by such Shareholder will be suspended, and (iii) if the Defaulting Shareholder is a member of the Advisory Committee, it will be dismissed from its functions in this respect.

Furthermore, any late payment of amounts due with respect to any capital call or any other amount required to be funded pursuant to these Articles, the Issue Document or the Defaulting Shareholder's Subscription Agreement, may entail, upon decision of the General Partner, the payment to the Company of interest (the "Accrued Interest") calculated prorata temporis on the basis of the Euribor 3 months rate (the last rate published on the Payment Date) plus 500 basis points applied to the amount due by the Defaulting Shareholder from the Payment Date and until payment of amounts owed has been received in full by the Company, without prejudice to any action which the Company may bring against the Defaulting Shareholder, and the option for the Company to exercise the rights referred to in Article 12.2.3 below.

12.2.2 If the default is remedied in full within fifteen (15) Business Days of the sending of the Default Letter (including, for the avoidance of doubt, the payment of the defaulted amounts plus Accrued Interest hereon), the Defaulting Investor shall recover (i) its rights to receive distributions made, including any distributions which took place between the Payment Date and the date the default was remedied in full, (ii) its rights to exercise the voting rights attached to its Shares, and (iii) as the case may be, its functions of member of the Advisory Committee.

If the default is not remedied within fifteen (15) Business Days of the sending of the Default Letter, the General Partner may enforce collection of the unpaid amounts against the Defaulting Investor.

12.2.3 If the General Partner decides not to enforce collection of the unpaid amounts against the Defaulting Shareholder, the General Partner may exercise, at its sole discretion, one or more of the options set out below:

(a) The Class A Shares held by the Defaulting Shareholder (the "Defaulting Shareholder's Shares") may be transferred in full or in part to one or more other Shareholders and/or to one or more third parties. In such case, the General Partner shall inform the Defaulting Shareholder of its intention to transfer the Defaulting Shareholder's Shares. The Defaulting

Shareholder may designate one or more transferee(s) within thirty (30) Business Days from the Payment Date, it being specified that this period may be extended by the General Partner. Any proposed Transfer must comply with the provisions of Article 9, in particular with respect to the prior approval of the General Partner. If the Defaulting Shareholder and the transferee(s) designated agree on a price, the Defaulting Shareholder's Shares will be sold at the agreed price, which may not be lower than the unpaid capital calls and/or any other unpaid amount required to be funded by the Defaulting Shareholder pursuant to these Articles, the Issue Document or such Shareholder's Subscription Agreement due by the Defaulting Shareholder increased by any costs incurred, if applicable, by the Company and/or the General Partner, and the Defaulting Shareholder's Shares will be transferred at such price.

If (i) the Defaulting Shareholder and the designated transferee(s) do not agree on a price, (ii) the Defaulting Shareholder did not designate any transferee(s) within the required period, (iii) pursuant to Article 9, the General Partner did not approve the Transfer to the transferee(s) designated by the Defaulting Shareholder or (iv) all or part of the Defaulting Shareholder's Shares is not transferred for any other reason, the General Partner may (x) designate one or more purchasers, in which case the General Partner and the so designated purchaser(s) shall agree on the price, which may not be lower than the unpaid capital calls, or (y) auction the Defaulting Shareholder's Shares according to the conditions set forth below.

Out of the net proceeds of the Transfer of Defaulting Shareholder's Shares, the General Partner will first deduct any amounts which are owed to the Company under funds called and which have not been paid by the Defaulting Shareholder and any Accrued Interest incurred until payment of the transfer price has been received. The General Partner will then deduct for its own account, the account of the Company, the other Shareholders, the Depositary, the Registrar and Paying Agent, an amount equal to all expenses incurred or damages suffered by them due to the Defaulting Shareholder's failure to pay in the capital calls. The Defaulting Shareholder will receive the balance, if any.

In the event of a Transfer, the corresponding registration of the Defaulting Shareholder will automatically be struck off the Register. The designated purchaser(s) will only become the owner(s) of the relevant Shares after having complied with the conditions referred to in Article 9, in particular after having signed a transfer agreement in which the purchaser(s) agrees to pay in the remaining Undrawn Commitment attached the relevant Shares it(they) has(have) acquired.

(b) If the General Partner decides not to proceed pursuant to paragraph (a) above or if all or part of the Defaulting Shareholder's Shares is not sold under the conditions described in paragraph (a) above, the General Partner may, at its sole discretion, decide to treat the Class A Shares and/or Class B Shares corresponding to the Defaulting Shareholder's Shares which are not sold as Shares subordinated to the Class A Shares and Class B Shares issued to the other Shareholders pursuant to the conditions set forth in the paragraph below and to convert such Shares into Class D Shares (the "Class D Shares") (the "Subordinated Decision").

These D Shares will be worth EUR one hundred (100) each and shall only be entitled to receive payment of an amount equal to the paid-up amount by the Defaulting Shareholder with respect to the Class A Shares and Class B Shares which have been converted, after the Company has (i) fully distributed an amount equal to the paid-up amount of the issued Class A Shares and Class B Shares of the other Shareholders and (ii) paid the Preferred Return (as such term is defined in the Prospectus) to the other Shareholders holding Class A Shares and Class B Shares pursuant to the provisions of the Prospectus. The General Partner may deduct from this amount the Accrued Interest incurred up to the Subordination Decision as well as, on its own behalf, and on behalf of the Company, the other Shareholders, the Custodian, the Registrar and Paying Agent an amount equal to all expenses incurred or damages suffered by them following non-payment of the called funds by the Defaulting Shareholder. The Defaulting Shareholder shall receive the balance, if any.

The Class D Shares shall not be entitled to a Preferred Return (as such term is defined in the Prospectus) or to any other form of return with respect to their paid-up amount and the Class D Shareholders shall not be entitled to participate in any of the Shareholder's votes and will be, where applicable automatically dismissed from their functions as member of the Investors Committee. The Defaulting Shareholder will be released from any obligation to pay in future calls for capital.

(c) If the General Partner decides not to proceed pursuant to paragraph (a) and/or (b) above or if all or part of the Defaulting Shareholder's Shares is not sold or concerned by a Subordination Decision pursuant to the conditions set forth in paragraph (a) above, the General Partner may, at its sole discretion, decide that the Company will redeem all or part of the Defaulting Shareholder's Shares.

The relevant Shares will be redeemed by the Company at a fixed price (the "Redemption Price") equal to fifty per cent (50%) of the lesser of the two following amounts: (i) the paid-up amount attributable to the Defaulting Shareholder's Commitment under the relevant Defaulting Shareholder's Shares, net of any distributions received by the Defaulting Shareholder with respect thereto, and (ii) the latest available Net Asset Value of the relevant Defaulting Shareholder's Shares.

The Redemption Price will be paid after the Company has fully paid an amount equal to the paid-up amount relating to the Shares of the relevant Class issued to the other Shareholders.

The General Partner may deduct any Accrued Interest up to the redemption date from the Redemption Price, as well as, for its own account, the account of the Company, the other Shareholders, the Depositary, the Registrar and Paying Agent, an amount equal to all the expenses incurred or damages suffered by them arising from the Defaulting Shareholder's default and any other third-party costs arising out of the default of the Defaulting Shareholder (unless already incurred in the expenses or damages incurred by the Company). The Defaulting Shareholder will receive the balance, if any.

The Shares redeemed by the Company will be cancelled.

13. Net asset value.

13.1 Assets Valuation

The assets of the Company will be valued by the AIFM in compliance with the provisions of the 2013 Law and any other relevant applicable Luxembourg laws and regulations. The valuation will be carried out in accordance with the methodologies provided for in the International Private Equity and Venture Capital Valuation Guidelines (IPEV) as updated from time to time at least once a year.

The value of any cash on hand or on deposit, money market instruments, bills, demand notes, accounts receivable, prepaid expenses is deemed to be the full amount thereof, unless in any case the same is unlikely to be paid or received in full, in which case, the value hereof is arrived at after making such discount as may be considered appropriate in such case to reflect true value hereof.

The value of net assets of the Company (the "Net Assets") is equal to the difference between (i) the value of its gross assets (including an accrued but unpaid interest) plus any amount of cash / readily available or liquid assets and (ii) the aggregate amount of any financial liabilities and any provisions estimated in good faith. The Company's assets are valued on the basis of their fair value.

The AIFM is authorised to change the valuation methods of the assets held by the Company provided, in case of an amendment, that this change is due to an amendment of update of the valuation guidelines set forth in the International Private Equity and Venture Capital (IPEV) Valuation Guidelines.

13.2 Net Asset Value of the Shares

The accounting and computation of the net asset value of each Class of Share (the "Net Asset Value") will be realised by the Central Administration Agent under the responsibility of the AIFM, on a quarterly basis, and will be reviewed by the Statutory Auditor on a semi-annual basis. The Net Asset Value will be established in EUR as of each Valuation Date, in accordance with relevant applicable Luxembourg laws and regulations and with the rules set forth in these Articles. The Net Asset Value may be determined more frequently for the purposes of redeeming Shares.

The Net Asset Value by Class of Share will be calculated as follows. Each Class of Share participates in the Company according to the portfolio and distribution entitlements attributable to each Class of Share pursuant to the provisions of the Issue Document. The value of the total portfolio and distribution entitlements attributed to a particular Class of Share on a given Valuation Date, less liabilities relating to that Class of Share on that Valuation Date, is the total Net Asset Value attributable to that Class of Share on that Valuation Date. The same principles will apply for calculation of the Net Asset Value of a Series of Shares within a Class of Share.

The Net Asset Value per Share of that Class as at a Valuation Date equals the total Net Asset Value of that Class as at that Valuation Date divided by the total number of Shares of that Class in circulation as at that Valuation Date. The Net Asset Value per Share will be given to three places after the decimal.

The Net Asset Value by Class of Share as at each Valuation Date will be sent to the shareholders at the latest within ninety (90) days of such Valuation Date.

14. Suspension of calculation of the net asset value. The General Partner or the AIFM may suspend calculation of the Net Asset Value in any of, but not limited to, the following events:

(a) when there is an emergency situation following which it is impracticable for the Company to dispose of or value a substantial part of its assets;

(b) when the means of communication or calculation usually used to determine the price or value of investments, stock or other market prices are out of service;

(c) when, for any other reason, the value of any Investment cannot be determined promptly or accurately.

Any Shareholder affected by a suspension will be informed of such a suspension if the General Partner or the AIFM determines that such suspension will exceed eight (8) days.

15. General partner. The general partner, Euro-PE Select Opportunities Partners S.à.r.l. (the "General Partner"), is responsible for the overall management of the Company.

The General Partner is entitled to receive a management fee from the Company.

The amount of such management fee will be determined in accordance with the provisions of the Issue Document.

Subject to the powers vested in the AIFM, the General Partner is fully liable for the decisions concerning the general administration and policy relating to the Investments and divestments of the Company. Subject to the same reservation, the General Partner is invested with the most extensive powers and authority to complete all administrative and disposal actions falling within the purpose of the Company as described in greater detail in Article 4 and in the Issue Document.

In the event of legal incapacity, liquidation or other permanent situation preventing the General Partner from acting as general partner of the Company, the Company will not be dissolved and liquidated automatically, provided that an administrator, who needs not be a Shareholder of the Company, is appointed by the shareholders of the General Partner to effect urgent or mere administrative acts, until a general meeting of Shareholders is held, which such administrator will convene within fifteen (15) days of its appointment. At such general meeting, the Shareholders may appoint, in accordance with the quorum and majority requirements applicable to the amendment of these Articles, a new general partner (the "New General

Partner") approved or likely to be approved by the CSSF. Failing such appointment within the aforementioned period, the Company will be dissolved and liquidated.

Any New general partner must adhere to the rules that have been accepted by the General Partner as well as the restrictions imposed on the New General Partner pursuant to the provisions of the Issue Document. The Depositary shall be kept informed and may decide to cease carrying out its duties as Depositary of the Company.

The appointment of a New General Partner is not subject to the approval of the General Partner.

16. Powers of the general partner. The General Partner is, within the limits set out in these Articles and the Issue Document, vested with the broadest powers to perform all administrative and disposal actions falling within the purpose of the Company, in particular in compliance with the investment policy, objectives and strategy and the investment restrictions as determined in the Issue Document. The General Partner has the power, including but not limited to:

- (a) to direct the formulation of investment policies and strategies for the Company;
- (b) to investigate, select, negotiate, structure, purchase, invest in, hold, pledge, exchange, transfer and sell or otherwise dispose of an Investment;
- (c) to monitor the performance of any Investment, to designate, if applicable, members of the board of directors or creditor committee (as the case may be) of Portfolio Companies in which the Company would have directly or indirectly invested or to obtain equivalent representation, to exercise all rights, powers, privileges and other incidents of ownership or possession with respect to Investments and to take whatever action, including any decisive steps relating to interests issued by such Investments, as may be necessary or advisable as determined by the General Partner in its sole and absolute discretion;
- (d) to form subsidiaries and or other holding or investment entities in connection with the Company's business;
- (e) to enter into any kind of activity and to enter into, perform and carry out contracts of any kind necessary to, in connection with, or incidental to the accomplishment of the purposes of the Company, including but not limited to any Subscription Agreements or side letters entered into with Shareholders;
- (f) except as may be expressly limited by the provisions herein, to act alone to execute, sign, seal and deliver in the name and on behalf of the Company any and all agreements, certificates, instruments or other documents necessary to carry out the intentions and purposes of the Company;
- (g) to open, maintain and close bank accounts and draw checks or other orders for the payment of money and open, maintain and close brokerage, money market fund and similar accounts;
- (h) to employ, engage and dismiss (with or without cause), on behalf of the Company, any person, including an Affiliate of any Shareholder, to perform services for, or furnish goods to, the Company;
- (i) to hire, for usual and customary payments and expenses, consultants, brokers, attorneys, accountants and such other agents for the Company as it may deem necessary or advisable, and authorize, any such agent to act for and on behalf of the Company;
- (j) to purchase insurance policies on behalf of the Company, including for director and officer liability and other liabilities; and
- (k) to pay all fees and expenses of the Company and the General Partner in accordance with the Issue Document.

The General Partner, may, in accordance with the relevant provisions of the 1915 Law, the 2007 Law and the 2013 Law, delegate the daily management of the Company and/or of the management of the assets of the Company (including but not limited to investment and divestment decisions, and any or all the foregoing) and the representation of the Company within such daily management and/or management of the assets to one or more persons or committees of its choice or delegate special powers or proxies, or entrust specific permanent or temporary functions to persons or committees chosen by it.

17. Actions by the general partner.

17.1 Except as may be expressly limited by the provisions of these Articles, the General Partner shall be specifically authorized to act alone to execute, sign, seal and deliver in the name and on behalf of the Company any and all agreements, certificates, undertakings, instruments or other documents necessary to carry out the intentions and purposes of these Articles and of the Company.

17.2 The General Partner, in its discretion, may enter into, terminate or approve any modifications or amendments of, any service, advisory, management or other agreement entered into in the name and on behalf of the Company.

17.3 Any documentation, analysis, data or other information gathered or produced by the General Partner in connection with the management of the Company shall become the property of the General Partner.

18. AIFM. The General Partner may appoint an external party to act as the Company's alternative investment fund manager (the "AIFM") under the conditions and within the limits laid down by Luxembourg laws and regulations, in particular the 2007 Law and the 2013 Law. Details regarding the appointment of the AIFM will be set out in the Issue Document.

In case of such appointment, the AIFM may from time to time, appoint officers of the AIFM considered necessary for the operation and management of the AIFM and delegate to them its powers. Any such appointment may be revoked at

any time by the AIFM. Any officers of the AIFM need not be directors or shareholders of the AIFM. The officers appointed shall have the powers and duties given to them by the AIFM.

19. Representation of the company. Vis-à-vis third parties, the Company is validly bound by the sole signature of the General Partner, acting through one or more duly authorised signatories, as designated by the General Partner in its sole discretion or by the signature(s) of any other person(s) to whom signatory power has been delegated by the General Partner, within the limits of such power, in accordance with the articles of incorporation of the General Partner.

Any resolution of a general meeting of Shareholders creating rights or obligations of the Company vis-à-vis third parties must be approved by the General Partner. Any resolution of a general meeting of Shareholders to the effect of amending the articles of incorporation must be passed with the special quorum and majority requirements disclosed under Article 31 below and the consent of the General Partner. Each amendment to the Articles entailing a variation of rights of a Class requires that the special quorum and majority requirements are met both at the level of (i) the shareholders of the Company and (ii) the shareholders of the relevant Class or Classes concerned.

20. Indemnification.

20.1 The Company shall, to the fullest extent permitted by applicable law, indemnify and hold harmless each Covered Person (as defined hereafter) (i) out of any Company distributions to which Shareholders are entitled, or (ii) by calling a Further Drawdown from the Shareholders, from and against any and all claims, demands, liabilities, costs, expenses, damages, losses, suits, proceedings and actions, whether judicial, administrative, investigative or otherwise, of whatever nature, liquidated or unliquidated ("Claims"), that may accrue to or be incurred by any Covered Person, or in which any Covered Person may become involved, as a party or otherwise, or with which any Covered Person may be threatened, relating to or arising out of the investment or other activities of the Company, activities undertaken in connection with the Company, or otherwise relating to or arising out of these Articles or the Issue Document, including amounts paid in satisfaction of judgements, in compromise or as fines or penalties, and counsel fees and expenses incurred in connection with the preparation for or defence or disposition of any investigation, action, suit, arbitration or other proceeding (a "Proceeding"), whether civil or criminal (all of such Claims, amounts and expenses referred to in this Article 20.1 are referred to collectively as "Damages"), except to the extent that it shall have been determined by a non-appealable final decision of a court of competent Luxembourg jurisdiction that such Damages were directly caused by Disabling Conduct (as defined hereafter) of such Covered Person.

For purposes of this Article 20.1:

(i) "Covered Person" shall mean the General Partner, the AIFM, and each of their respective Affiliates; each of the current and former shareholders, officers, directors, employees, partners, members, managers, advisers, representatives and agents of any of the General Partner, the AIFM and each of their respective Affiliates; and any other person designated by the General Partner as a Covered Person who serves at the request of the General Partner or the AIFM on behalf of the Company as an officer, director, employee, partner, member, agent of any other person that is an Affiliate of the General Partner, the AIFM or the Company, including in particular any person nominated by the General Partner and/or the Company to be a director, an advisor or member of the supervisory board, member of the advisory committee or member of the investors committee (or any equivalent position) of a Portfolio Interest and any duly appointed member of the Advisory Committee.

(ii) "Disabling Conduct" shall mean an act or omission by such person constituting gross negligence ("faute lourde"), its wilful misconduct ("dol"), or a fraud ("fraude").

20.2 Reasonable expenses (including legal fees) incurred by a Covered Person in defence or settlement of any Claim that may be subject to a right of indemnification pursuant to this Article 20 may be advanced by the Company prior to the final disposition thereof upon receipt of an undertaking by or on behalf of such Covered Person to repay such amount if it shall be determined by a final non-appealable decision of a court of competent Luxembourg jurisdiction that the Covered Person was not entitled to be indemnified hereunder.

20.3 The provisions of this Article 20 shall continue to afford protection to each Covered Person regardless of whether such Covered Person remains in the position or capacity pursuant to which such Covered Person became entitled to indemnification under this Article 20 and regardless of any subsequent amendment to these Articles or the Issue Document, and no amendment to these Articles or the Issue Document shall reduce or restrict the extent to which these indemnification provisions apply to actions taken or omissions made prior to the date of such amendment.

20.4 The right of any Covered Person to the indemnification provided in this Article 20 shall be cumulative with, and in addition to, any and all rights to which such Covered Person may otherwise be entitled by contract or as a matter of law and shall extend to such Covered Person's successors, assigns, heirs and legal representatives.

21. Conflicts of interest.

No contract or other transaction between the Company and any other entity shall be affected or invalidated by the fact that the General Partner and/or the AIFM, or one or more of their directors or officers is interested in, or is a director, associate, officer, shareholder, partner, member or employee of, such other entity.

Any director or officer of the General Partner who serves as a director, associate, officer, shareholder, partner member or employee of any entity with which the Company shall contracts or otherwise engages in business shall not, by reason

of such affiliation with such other entity, be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

By acquiring a Share in the Company, each Shareholder will be deemed to have acknowledged the existence of any actual and potential conflicts of interest referred to in this Article and the Issue Document, including in its section entitled "Investors Considerations and Risk Factors", and to have waived any claims with respect to the existence of any such conflicts of interest.

22. Fair treatment of investors. Under the conditions set forth in Luxembourg laws and regulations, each investor should note that one or more investor(s) of the Company may obtain a preferential treatment as regards, amongst others, the fees to be paid, the various reports and information to be received, the right to be consulted and/or represented in advisory and/or any other Company's committees, the co-investment opportunities, etc. Further details on any such preferential treatment, including the type of investors that may obtain such preferential treatment, will be made available to all investors without cost upon request.

23. Fatca provisions.

23.1 Each Shareholder agrees to provide the Company or any intermediary through which it directly or indirectly owns its interest with the Holder FATCA Information and to permit the Company and the General Partner (on behalf of the Company) to share such information with the applicable taxing authorities.

23.2 The Company is authorized, in accordance with Article 9, to compel a FATCA Recalcitrant Shareholder to sell its interest in its Shares, or may sell such FATCA Recalcitrant Shareholder's interest on behalf of such FATCA Recalcitrant Shareholder at a fixed price equal to the lower of the following two amounts: (i) the paid-up amount attributable to the Shares held by a FATCA Recalcitrant Shareholder, net of any distributions received by such FATCA Recalcitrant Shareholder with respect thereto and (ii) the latest available Net Asset Value of the relevant FATCA Recalcitrant Shareholder's Shares. In accordance with Article

9.3.4, the proceeds available to a FATCA Recalcitrant Shareholder will be subject to deductions for expenses, fees, damages, and taxes, also for any deduction for withholding taxes pursuant to FATCA as set forth in Article 23.3.

23.3 The Company is authorized to withhold 30 per cent. on all payments made to a FATCA Recalcitrant Shareholder pursuant to FATCA and no additional amounts will be paid in respect of any such amounts withheld.

23.4 The Company is authorized to enter into an agreement with the United States Internal Revenue Service described in Section 1471(b)(1) of the U.S. Code and to make any amendments to the Articles reasonably necessary to enable the Company to comply with FATCA and to cause its Shareholders to provide the Holder FATCA Information.

24. Depository. The General Partner and the AIFM shall enter into a depository agreement with a credit institution, investment firm, professional depository of assets other than financial instruments or any other eligible entity that may qualify as depository from time to time, as these entities are defined by the Luxembourg law of 5 April 1993 on the financial sector, as amended from time to time, and which shall satisfy the requirements of the 2007 Law and 2013 Law (the "Depository").

The Depository shall fulfil the duties and the responsibilities provided for by Part II of the 2007 Law, the 2013 Law as well as by all other applicable Luxembourg laws and regulations.

Under the conditions set forth in the 2007 Law and 2013 Law, the Depository may discharge itself of liability towards the Company and its investors. In particular, under the conditions laid down in the 2013 Law, including the condition that the investors of the Company have been duly informed of that discharge and of the circumstances justifying the discharge prior to their investment, the Depository can discharge itself of liability, in the case where the law of a third country requires that certain financial instruments are held in custody by a local entity and there are no local entities that satisfy the delegation requirements laid down in Article 19(11) point (d)(ii) of the AIFM Law. Additional details are disclosed in the Issue Document.

If the Depository desires to retire, the General Partner and the AIFM shall use their best endeavours to find a successor depository and will appoint it in replacement of the retiring Depository. The General Partner and the AIFM may terminate the appointment of the Depository but shall not remove the Depository unless and until a successor depository have been appointed to act in the place thereof. The functions and responsibilities of the Depository in accordance with the 2007 Law and the 2013 Law shall be transferred to the successor Depository within two (2) months time, with the prior approval of the CSSF.

25. Advisory committee. An advisory committee may be implemented by the General Partner or the AIFM, which set its members and procedures under the conditions provided for in the Issue Document (the "Advisory Committee").

26. Independent auditor. The business of the Company and its financial situation, including more in particular its books and accounts, shall be reviewed by an independent auditor ("réviseur d'entreprise agréé").

The independent auditor will perform the verifications and audits provided for by law. It will, in particular, certify the accuracy and regularity of the accounts and any information of an accounting nature contained in the management reports, and inform the General Partner's shareholders and the CSSF of any irregularities or inaccuracies noted in the performance of its mission.

27. General meeting of shareholders. The general meeting of Shareholders represents all the Shareholders of the Company. Unless otherwise provided for by law or herein, the resolutions of the general meeting of Shareholders must be approved by the General Partner and a majority of the votes cast during the meeting, for which no quorum shall be prescribed. The general meeting of Shareholders has the powers expressly reserved to it by law and these Articles.

The general meeting of Shareholders shall represent the entire body of Shareholders of the Company. Its resolutions shall be binding upon all the Shareholders of the Company.

All general meetings of Shareholders shall be chaired by the General Partner.

Any resolution of a general meeting of Shareholders convened for purposes of deciding upon a proposed amendment to these Articles must, unless otherwise provided for by law, be passed with the special quorum and requirements referred to in Article 31 below.

The general meeting of Shareholders of the Company shall meet when convened by the General Partner.

If all the Shareholders are present or represented at the general meeting of the Shareholders, the meeting may be held without prior notice to the extent that the Shareholders expressly acknowledge that they have been informed of the agenda of the meeting or waive prior notice of such meeting.

The annual general meeting of the Company shall be held in the City of Luxembourg, at the registered office of the Company or at such other place as may be specified in the convening notice sent by the General Partner, at 2pm on the second Friday of the month of April. If such day is not a Business Day, the meeting will be held on the following Business Day.

Other general meetings of Shareholders may be held at such places and times specified in their respective convening notices.

Each Share is entitled to one (1) vote in compliance with Luxembourg law and these Articles. Shareholders may act either in person or by giving a written proxy to another person who need not be a Shareholder of the Company.

Any Shareholder may participate in a general meeting of the Shareholders by conference call, video conference, or similar means of communications equipment whereby (i) the Shareholders attending the meeting can be identified, (ii) all persons participating in the meeting can hear and speak to each other, (iii) the transmission of the meeting is performed on an on-going basis, and (iv) the Shareholders can properly deliberate. Participation in a meeting by such means shall constitute presence of such person at such meeting.

The General Partner may determine all other conditions that must be fulfilled by the Shareholders for them to take part in any meeting of Shareholders.

28. Financial year. The Company's financial year starts on 1st January and ends on 31st December of each year.

The last fiscal year may exceptionally end on the final liquidation date of the Company.

29. Annual report and information to investors. The Company shall prepare and publish an audited annual report within a period of six (6) months as of the end of each financial year as well as interim reports under the conditions set forth in the Issue Document.

Any financial and other information concerning the Company as prescribed by the 2007 Law and the 2013 Law, including without limitation, the composition of the portfolio held by the Company, the Net Asset Value per Share, the issuance prices of Shares, the past performance of the Company, as well as any material changes thereof will be made available free of charge to each investor before they invest in the Company on any Business Day during normal business hours at the registered office of the Company and at such places as specified in the Issue Document.

In addition, the Company will make available at its registered office and at such places or in any such manner as specified in the Issue Document to each investor any other information as prescribed by the 2007 Law and the 2013 Law, including in particular and without limitation, the percentage of the Company's assets which are subject to special arrangements arising from their illiquid nature, the risk profile of the Company, the risk management systems employed for managing the risks to which the Company is or may be exposed to or the total amount of leverage calculated in accordance with the gross and commitment methods employed by the Company.

30. Distributions. The right to distributions under any form (including any distribution of dividends, proceeds, reimbursement or redemption of Shares) is determined by the General Partner in accordance with the provisions of the Issue Document and within the limits of the law. No distribution of any proceeds can take place if, subsequent to such distribution, the share capital of the Company would fall below the minimum capital provided for by law.

The General Partner may decide to pay interim dividends in compliance with the conditions set forth in the 2007 Law and these Articles.

No distribution shall result in the issued capital of the Company falling below one million two hundred fifty thousand Euros (EUR 1,250,000).

31. Amendments to the articles of incorporation. The quorum for any general meeting of Shareholders convened for purposes of deciding upon a proposed amendment to these Articles is equal to 50 % of the capital of the Company. If the quorum is not met, a second meeting may be convened, which shall validly deliberate regardless of the proportion of the capital represented at the meeting. At both meetings, resolutions must be approved by the General Partner and a majority

of at least two thirds (2/3rd) of the votes cast during the meeting. As an exception to the foregoing, the approval of the General Partner shall not be required for an amendment of these Articles pursuant to a Shareholder decision to transfer the management of the Company as a result of a "Key Person Event, a "Change of Control", a "Divorce for Cause" or a "No Fault Divorce" procedure (as the case may be) set forth in the Issue Document.

32. Dissolution of the company. The Company shall be dissolved at the expiration of the Term of the Company.

The General Partner may decide to dissolve the Company at any time with the prior consent of the Shareholders obtained pursuant to the quorum and majority conditions required for purposes of amending these Articles. The General Partner shall inform the Depositary of any such proposal prior to the meeting of the Shareholders.

In addition, the Company might be dissolved if the General Partner is dissolved or subject to insolvency or liquidation proceedings, or if the General Partner ceases to be in business for any reason. In such a situation, the Company will not be dissolved if the Shareholders decide to continue the Company and transfer its management to a New General Partner, pursuant to the provisions of Article 15. Any new general partner must adhere to the rules that have been accepted by the General Partner as well as the restrictions imposed on the New General Partner pursuant to the provisions of the Issue Document. The Depositary shall be kept informed and may decide to cease carrying out its duties as Depositary of the Company.

If the share capital of the Company, increased by any share premiums, falls below two thirds (2/3) of one million two hundred fifty thousand euro (EUR 1,250,000), the General Partner must submit the question of the dissolution of the Company to a general meeting of Shareholders for which no quorum shall be prescribed and which shall decide by a simple majority of the votes cast at the meeting.

If the share capital of the Company, increased by any share premiums, falls below a quarter (1/4) of one million two hundred fifty thousand euro (EUR 1,250,000), the General Partner must submit the question of the dissolution of the Company to a general meeting of Shareholders for which no quorum shall be prescribed and which shall be approved by Shareholders holding one fourth (1/4) of the Shares present or represented at the meeting.

The meeting must be convened so that it is held within a period of forty (40) days from the ascertainment that the capital has fallen below two thirds (2/3) or a quarter (1/4) of the minimum capital.

33. Liquidation. Upon the liquidation of the Company, the general meeting of Shareholders shall appoint one or more liquidators upon proposal by the General Partner, in charge of the liquidation procedure in accordance with the provisions of the 1915 Law and the 2007 Law. Such meeting shall determine its (their) powers and remuneration. The liquidator(s) must be approved by the CSSF. The General Partner may be appointed as liquidator.

The liquidator appointed in accordance with the preceding paragraph will be vested with the broadest powers to sell the Company's assets, pay any creditors and distribute the remaining balance amongst the Shareholders. The liquidation period will end once the Company has been able to sell or distribute all the Investments.

The Company may be liquidated upon the general meeting of Shareholders in accordance with the provisions of the 1915 Law and the 2007 Law. The General Partner shall cause the Company to pay all costs of liquidation and all the debts, obligations and liabilities of the Company, and shall make adequate provisions for any present or future or foreseeable obligations, in each case to the extent of the Company's assets. Any remaining proceeds and assets shall be distributed to the Shareholders and shall also be used to reimburse the paid-up capital to the holder of the Management Share(s).

The General Partner will verify, on the final liquidation date, that any and all amounts due to Shareholders in accordance with article 13.3 of the Issue Document have been paid. If not, the General Partner shall proceed as described in article 17.2 of the Issue Document.

The amounts unclaimed by the Shareholders upon expiry of the liquidation procedure will be deposited with the Caisse de Consignation of Luxembourg in favour of whom it may concern. If such amounts are not claimed before the time bar, they will be deemed lost.

34. Merger - Spin-Off. Subject to the provisions of Article 291 (4) and (5) of the 1915 Law, the General Partner may either merge, in whole or in part, the Company with another fund that it manages, or split the Company into 2 (two) or more specialized investment funds (fonds d'investissement spécialisés) that it manages, in accordance with the provisions prescribed by applicable law and regulations. Such merger or spin off transactions may only be carried out with the prior approval of the CSSF.

35. Applicable law. All matters not governed by these Articles shall be determined in accordance with the 1915 Law, the 2007 Law and the 2013 Law, as such laws may be amended from time to time."

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, herewith states that at the request of the above appearing parties, this current deed is worded in English only, in accordance with article 26 of the Law of 13 February 2007.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxy holder of the appearing parties, known to the notary by his surname, name, civil status and residence, said proxy holder signed together with us, the notary, the present original deed.

The document having been read to the persons appearing known to the notary by their name, first names, civil status and residence, said persons signed together with Us notary the present original deed.

Signé: F. PELÉ, J. VERGAUWEN, J.B. JUVIN, J.J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 16 mars 2016. Relation: EAC/2016/6707. Reçu soixante-quinze Euros (75.- EUR).

Le Receveur ff. (signé): Monique HALSDORF.

Référence de publication: 2016085795/923.

(160053914) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mars 2016.

H/2 Financial Funding (Europe) S.à r.l., Société à responsabilité limitée de titrisation.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 204.962.

STATUTES

In the year two thousand and sixteen, on the eighteenth day of March.

Before Us Maître Martine WEINANDY, notary residing in Clervaux, acting in replacement of Maître Léonie GRETHEN, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, to whom remains the present deed.

THERE APPEARED:

H/2 OP LLC, a limited liability company incorporated and existing under the laws of Delaware (United States), and having its registered office at 160 Greentree Drive, Suite 101, Dover, Delaware 19904, United States, registered with the Delaware Corporate Register under file number 5247636

Here represented by Mrs Rachida El Farhane, employee, with professional address at Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy given on 11 March 2016, under private seal, which, proxy after being signed "ne varietur" by the proxyholder of the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party, represented as stated above, has requested the notary to draw up the following articles of incorporation of a public limited liability company (société anonyme), which it declared to establish.

Chapter I. - Name, Registered office, Object, Compartments, Duration

1. Form, Corporate name. There is hereby formed H/2 Financial Funding (Europe) S.à r.l. (the "Company"), a private limited liability company (société à responsabilité limitée) governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg and in particular the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended (the "Company Law") and by the present articles of incorporation (the "Articles"). The Company shall be subject to the Luxembourg law dated 22 March 2004 on securitisation, as amended (the "Securitisation Law").

2. Registered office.

2.1 The registered office of the Company (the "Registered Office") is established in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

2.2 The Registered Office may be transferred:

2.2.1 to any other place within the same municipality in the Grand Duchy of Luxembourg by:

(a) the Sole Manager (as defined in Article 10.2) if the Company has at the time a Sole Manager; or

(b) the Board of Managers (as defined in Article 10.3) if the Company has at the time a Board of Managers; or

2.2.2 to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg (whether or not in the same municipality) by a resolution of the shareholders of the Company (a "Shareholders' Resolution") passed in accordance with these Articles and the laws from time to time of the Grand Duchy of Luxembourg, including the Company Law and the Securitisation Law ("Luxembourg Law").

2.3 In the event that the Board of Managers determines that extraordinary political or military events have occurred or are imminent, which would interfere with the normal activities of the Company at its Registered Office or with the communication between such office and persons abroad, the Registered Office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such provisional measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding such temporary transfer, shall remain a Luxembourg company.

3. Object.

3.1 The corporate object of the Company is to act as acquisition and/or issuing entity in the context of securitisation operations governed by and under the Securitisation Law. For such purpose, the Company may enter into transactions by which it acquires or assumes, directly or indirectly or through another entity or synthetically, risks relating to receivables, other assets or liabilities of third parties or inherent to all or part of the activities carried out by third parties. The acquisition or assumption of such risks by the Company will be financed by the issuance of securities (valeurs mobilières) by itself or by another securitisation entity, the value or return of which depend on the risks acquired or assumed by the Company.

3.2 Without prejudice to the generality of the foregoing, the Company may in particular:

3.2.1 acquire loans or other receivables which may or may not be embedded in securities and enter into loan agreements as lender;

3.2.2 in the furtherance of its object, manage, apply or otherwise use all of its assets, securities or other financial instruments, and provide security interests to its creditors and investors, by way of mortgage, pledge, charge or other means over the assets and rights held by the Company;

3.2.3 enter into and perform derivatives transactions (including, but not limited to, swaps, futures, forwards and options) and similar transactions ancillary to, and exclusively in the context of, the activity described in clause 3.1;

3.2.4 issue any notes, bonds and generally securities and financial instruments howsoever described the return or value of which shall depend on the risks acquired or assumed by the Company, provided, however, that the Company may not issue such notes, bonds, securities or financial instruments to the public or otherwise contract loans by way of public issuance of debt instruments; and

3.2.5 enter into loan or facility agreements as borrower, whether as warehousing loan or to meet any payment or other obligation it has under any of its issued securities or any agreement entered into within the context of its activities or, more generally insofar it seems to be useful or necessary for the purpose of a securitisation.

3.3 The descriptions above are to be understood in their broadest sense and their enumeration is not limiting. The corporate object of the Company shall include any transaction or agreement which is entered into by the Company, provided it is not inconsistent with the foregoing enumerated objects.

3.4 The Company may take any measure to safeguard its rights and make any transactions whatsoever which are directly or indirectly connected with or useful for its purposes and which are able to promote their accomplishment or development of its corporate object to the largest extent permitted under applicable laws.

4. Duration. The Company is formed for an unlimited duration.

5. Compartments.

5.1 In accordance with the Securitisation Law, the Board of Managers (as defined in Article 10.3) is entitled to create one or more compartments, each corresponding to a separate part of the Company's estate.

5.2 Subject to article 5.5. below, all assets allocated to a compartment are exclusively available to investors thereunder and the creditors whose claims have arisen in connection with the creation, operation or liquidation of that compartment.

5.3 Notwithstanding the foregoing, if, following the redemption or repayment in full of the financial instruments or securities issued in respect of a compartment and the satisfaction in full and termination of all obligations of the Company to the creditors whose claims have arisen in connection with such financial instruments or securities of the creation, operation or liquidation of that compartment, there remain assets in such compartment, the Board of Managers may allocate such assets to another compartment or to the general estate of the Company.

5.4 The Board of Managers or its delegate shall establish and maintain separate accounting records for each of the compartments of the Company for the purpose of ascertaining the assets affected to each compartment, such accounting records to be conclusive evidence of the assets contained in each compartment in the absence of manifest error.

5.5 Claims which are not incurred in relation to the creation, operation or liquidation of a specific compartment may be paid out of the general estate of the Company or may be apportioned by the Board of Managers between the Company's compartments on a pro rata basis of the assets of those compartments or on such other basis as it may deem more appropriate.

5.6 The liquidation of a compartment may be decided by the Board of Managers.

Chapter II. - Capital

6. Capital.

6.1 The share capital of the Company is set at eighteen thousand dollars (USD 18,000.-) divided into one hundred eighty (180) shares with a nominal value of one hundred dollars (USD 100.-) each (the "Shares"). In these Articles, "Shareholders" means the holders at the relevant time of the Shares and "Shareholder" shall be construed accordingly.

6.2 All Shares have equal rights.

6.3 The Company may repurchase, redeem and/or cancel its Shares subject as provided in the Company Law.

7. Form of the shares.

7.1 The shares are and will remain in registered form.

7.2 A register of the Shareholders of the Company shall be kept at the Registered Office of the Company, where it will be available for inspection by the Shareholders. Such register shall set forth the name of each Shareholder, his residence or elected domicile, the number of Shares held by him, the amounts paid in on each such Share, the transfer of Shares and the dates of such transfers. The ownership of the Shares will be established by the entry in this register.

8. Transfer of shares.

8.1 During such time as the Company has only one Shareholder, the Shares will be freely transferable.

8.2 During such time as the Company has more than one Shareholder:

8.2.1 Shares may not be transferred other than by reason of death to persons other than Shareholders unless Shareholders holding at least three quarters of the Shares have agreed to the transfer in general meeting;

8.2.2 Shares may not be transmitted by reason of death to persons other than Shareholders unless Shareholders holding at least three quarters of the Shares held by the survivors have agreed to the transfer or in the circumstances envisaged by article 189 of the Company Law;

8.2.3 The transfer of Shares is subject to the provisions of articles 189 and 190 of the Company Law.

Chapter III. - Bonds, Notes and other debt instruments

9. Registered form. The Company may issue debt securities under registered form. Debt securities issued in registered form may not be exchanged or converted into bearer form.

Chapter IV. - Managers, Board of managers, Conflict of interest, Statutory auditors

10. Board of managers.

10.1 The Company will be managed by one or more managers ("Managers") who shall be appointed by a Shareholders' Resolution passed in accordance with Luxembourg Law and these Articles.

10.2 If the Company has at the relevant time only one Manager, he is referred to in these Articles as a "Sole Manager".

10.3 If the Company has from time to time more than one Manager, they will constitute a board of managers or conseil de gérance (the "Board of Managers").

10.4 A Manager may be removed at any time following a Shareholders' Resolution passed in accordance with Luxembourg Law and these Articles.

11. Powers of the managers. The Sole Manager, when the Company has only one Manager, and at all other times the Board of Managers, may take all or any action which is necessary or useful to realise any of the objects of the Company, with the exception of those reserved by Luxembourg Law or these Articles to be decided upon by the Shareholders.

12. Representation. Subject as provided by Luxembourg Law and these Articles, the Company is validly bound or represented towards third parties by:

12.1 if the Company has a Sole Manager, the sole signature of the Sole Manager;

12.2 if the Company has more than one Manager, the joint signature of any two Managers;

12.3 the sole signature of any person to whom such power has been delegated by the Board of Managers or, as the case may be, the Sole Manager.

13. Board meetings.

13.1 Meetings of the Board of Managers ("Board Meetings") may be convened by any Manager. The Board of Managers shall appoint a chairman.

13.2 The Board of Managers may validly debate and take decisions at a Board Meeting without complying with all or any of the convening requirements and formalities if all the Managers have waived the relevant convening requirements and formalities either in writing or, at the relevant Board Meeting, in person or by a Manager's Representative.

13.3 A Manager may appoint any other Manager (but not any other person) to act as his representative (a "Manager's Representative") at a Board Meeting to attend, deliberate, vote and perform all his functions on his/her behalf at that Board Meeting. A Manager can act as representative for more than one other Manager at a Board Meeting provided that (without prejudice to any quorum requirements) at least two Managers are physically present at a Board Meeting held in person or participate in person in a Board Meeting held under Article 13.5.

13.4 The Board of Managers can only validly debate and take decisions if a majority of the Managers are present or represented. Decisions of the Board of Managers shall be adopted by a simple majority.

13.5 A Manager or his/her Manager's Representative may validly participate in a Board Meeting through the medium of conference telephone, video conference or similar form of communications equipment provided that all persons participating in the meeting are able to hear and speak to each other throughout the meeting. A person participating in this way is deemed to be present in person at the meeting and shall be counted in the quorum and entitled to vote.

13.6 A resolution in writing signed by all the Managers (or in relation to any Manager, his/her Manager's Representative) shall be as valid and effective as if it had been passed at a Board Meeting duly convened and held and may consist of one or several documents in the like form each signed by or on behalf of one or more of the Managers concerned.

13.7 The minutes of a Board Meeting shall be signed by and extracts of the minutes of a Board Meeting may be certified by any Manager present at the Meeting.

14. Approved statutory auditor(s). The accounts of the Company are audited by one or more approved statutory auditor(s) (réviseur(s) d'entreprises agréé(s)) appointed by the Board of Managers. The approved statutory auditor(s) is/are eligible.

Chapter V. - Shareholders

15. Shareholders' resolutions.

15.1 Each Shareholder shall have one vote for every Share of which he/she is the holder.

15.2 Subject as provided in Articles 15.3, 15.4 and 15.5, Shareholders' Resolutions are only valid if they are passed by Shareholders holding more than half of the Shares, provided that if that figure is not reached at the first meeting or first written consultation, the Shareholders shall be convened or consulted a second time, by registered letter and the resolution may be passed by a majority of the votes cast, irrespective of the number of Shares represented.

15.3 Shareholders may not change the nationality of the Company or oblige any of the Shareholders to increase their participation in the Company otherwise than by unanimous vote of the Shareholders.

15.4 Subject as provided in Article 15.3, any resolution to change these Articles (including a change to the Registered Office), subject to any provision of the contrary, needs to be passed by a majority in number of the Shareholders representing three quarters of the Shares.

15.5 A resolution to dissolve the Company or to determine the method of liquidating the Company and/or to appoint the liquidators needs to be passed in accordance with Luxembourg Law.

15.6 A meeting of Shareholders (a "Shareholders' Meeting") may validly debate and take decisions without complying with all or any of the convening requirements and formalities if all the Shareholders have waived the relevant convening requirements and formalities either in writing or, at the relevant Shareholders' Meeting, in person or by an authorised representative.

15.7 A Shareholder may be represented at a Shareholders' Meeting by appointing in writing (or by fax or e-mail or any similar means) a proxy or attorney who need not be a Shareholder.

15.8 While the Company has no more than twenty-five Shareholders, Shareholders' Resolutions may be passed by written vote of Shareholders rather than at a Shareholders' Meeting provided that each Shareholder receives the precise wording of the text of the resolutions or decisions to be adopted.

15.9 The majority requirement applicable to the adoption of resolutions by a Shareholders' Meeting applies mutatis mutandis to the passing of written resolutions of Shareholders. Except where required by Luxembourg Law, there shall be no quorum requirements for the passing of written resolutions of Shareholders. Written resolutions of Shareholders shall be validly passed immediately upon receipt by the Company of original copies (or copies sent by facsimile transmission or as e-mail attachments) of Shareholders' votes subject to the requirements as provided in Article 15.8 and the above provisions of this Article 15.9, irrespective of whether all shareholders have voted or not.

Chapter VI. - Business year, Distribution of dividends

16. Business year.

16.1 The business year of the Company begins on the first day of January and ends on the last day of December of each year, except for the first business year which commences on the date of incorporation of the Company and ends on 31 December 2016.

16.2 If at the time the Company has more than twenty-five Shareholders, at least one annual general meeting must be held each year pursuant to article 196 of the Company Law within six months of the year end.

16.3 The Board of Managers draws up the balance sheet and the profit and loss account. It submits these documents together with a report of the operations of the Company at least one (1) month prior to the annual general meeting of shareholders to the statutory auditor(s) who shall make a report containing comments on such documents.

17. Distribution of dividends.

17.1 From the net profits of the Company determined in accordance with Luxembourg Law, five per cent shall be deducted and allocated to a legal reserve fund. That deduction will cease to be mandatory when the amount of the legal reserve fund reaches one tenth of the Company's nominal capital.

17.2 Subject to the provisions of Luxembourg Law and the Articles, the Company may by resolution of the Shareholders declare dividends in accordance with the respective rights of the Shareholders.

17.3 The Sole Manager or the Board of Managers as appropriate may decide to pay interim dividends to the Shareholder(s) before the end of the financial year on the basis of a statement of accounts showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that (i) the amount to be distributed may not exceed, where applicable, realised profits since the end of the last financial year, increased by carried forward profits and distributable reserves, but decreased by carried forward losses and sums to be allocated to a reserve to be established according to the Company Law or these Articles and that (ii) any such distributed sums which do not correspond to profits actually earned may be recovered from the relevant Shareholder(s)

Chapter VII. - Dissolution, Liquidation

18. Dissolution, Liquidation. The liquidation of the Company shall be decided by the Shareholders' meeting in accordance with Luxembourg Law and Article 15.

Chapter VIII. - Applicable law

19. Applicable law. All matters not governed by these Articles shall be determined in accordance with Luxembourg Law.

Subscription and payment

The articles of incorporation of the Company having thus been drawn up by the appearing party, the appeared party has subscribed and fully paid up all the one hundred eighty (180) Shares of the Company with a nominal value of one hundred dollars (USD 100.-) each, so that the amount of eighteen thousand dollars (USD 18,000.-) is now available. Evidence of the payment of the total subscription price has been given to the undersigned notary.

Expenses, Valuation

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of its formation are estimated at approximately one thousand one hundred Euros (EUR 1,100.-).

Resolutions of the sole shareholder

The shareholder has immediately taken the following resolutions:

1. The registered office of the Company is set at 46A, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg.

2. The following persons are appointed as managers of the Company for an undetermined period of time:

1) Mr Shehzaad ATCHIA, born on 22 May 1982 in Mauritius and having his professional address at 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg;

2) Mr Fabrice ROTA, born on 19 February 1975 in Mont-Saint-Martin (France) having his professional address at 46A, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg and,

3) Mr Jürgen BÜSER, born on 19 January 1966 in Witten (Germany), having his professional address at 33 St Jame's Square, 2nd Floor, SW1Y 4JS, London (United Kingdom).

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French version. On request of the same appearing person and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

Whereof the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, known to the notary by name, first name and residence, the said proxyholder signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille seize, le dix-huitième jour du mois de mars.

Par-devant Maître Martine WEINANDY, notaire de résidence à Clervaux, agissant en remplacement de Maître Léonie GRETHEN, notaire de résidence à Luxembourg, laquelle dernière restera dépositaire de la présente minute.

A comparu:

H/2 OP LLC, une société à responsabilité limitée, constituée et établie sous le droit du Delaware (Etats-Unis) ayant son siège social au 160 Greentree Drive, Suite 101, Dover, Delaware 19904, Etats-Unis et enregistrée auprès du Registre des Sociétés du Delaware sous le numéro de dossier 5247636,

ici représentée par Mme Rachida El Farhane, salariée, demeurant professionnellement au Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé le 11 mars 2016.

Laquelle procuration, après avoir été signée "ne varietur" par la mandataire et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être enregistrée avec lui.

Lequel comparant, représenté comme dit ci-avant, a requis le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

Chapitre I^{er} . - Dénomination sociale, Siège social, Objet, Durée

1. Forme, Dénomination sociale.

1.1 Par la présente, il est formé H/2 Financial Funding (Europe) S.à r.l. (la "Société"), une société à responsabilité limitée régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg et en particulier par la loi du 10 août 1915 relative aux sociétés commerciales, telle que modifiée (ci-après la "Loi de 1915"), ainsi que par les présents statuts (ci-après les "Statuts"). La Société sera soumise à la loi du 22 mars 2004 relative à la titrisation, telle que modifiée (ci-après la "Loi de 2004").

2. Siège social.

2.1 Le siège social de la Société (le "Siège Social") est établi dans la ville de Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

2.2 Le Siège Social peut être transféré:

2.2.1 en tout autre lieu de la même municipalité au Grand-Duché de Luxembourg par:

(a) le Gérant Unique (tel que défini à l'Article 10.2) si la Société est gérée par un Gérant unique au moment du transfert, ou

(b) le Conseil de Gérance (tel que défini à l'Article 10.3) si la Société est gérée par un Conseil de Gérance au moment du transfert; ou

2.2.2 en tout autre lieu du Grand-Duché de Luxembourg (dans la même municipalité ou non) par une résolution des associés de la Société (une "Résolution des Associés") prise en accord avec les présents Statuts et les lois en vigueur au Grand-Duché de Luxembourg telles que modifiées de temps à autre, y compris la Loi de 1915 et la Loi de 2004 (la "Loi Luxembourgeoise").

2.3 Lorsque le Conseil de Gérance est d'avis que des événements extraordinaires d'ordre politique ou militaire ont eu lieu ou sont imminents, qui seraient de nature à compromettre l'activité normale de la Société au Siège Social ou la communication de ce siège avec l'étranger, le Siège Social peut être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à la cessation complète de ces circonstances anormales, sans que toutefois cette mesure puisse avoir d'effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert, conservera la nationalité luxembourgeoise.

3. Objet.

3.1 L'objet social de la Société est d'agir en tant qu'entité d'acquisition et/ou d'émission dans le contexte d'opérations de titrisation gouvernées par et sous la Loi de 2004. À cette fin, la Société peut entrer dans toute transaction par laquelle elle acquiert ou assume, directement ou indirectement ou à travers une autre entité ou synthétiquement, des risques liés à des créances, d'autres actifs ou obligations de tiers ou inhérents à la totalité ou partie des activités menées par des tiers. L'acquisition ou la prise de tels risques par la Société sera financée par l'émission de valeurs mobilières par elle-même ou par une autre entité de titrisation dont la valeur ou le rendement dépendent des risques acquis ou pris par la Société.

3.2 Nonobstant la généralité de ce qui précède, la Société peut en particulier:

3.2.1 acquérir des prêts ou autres créances qui peuvent être ou non intégrés dans les valeurs mobilières et conclure des contrats de prêt en tant que prêteur;

3.2.2 dans l'accomplissement de son objet, gérer, utiliser ou user de quelques façons que ce soit tous ses actifs, valeurs mobilières ou autres instruments financiers, et accorder des sûretés à ses créanciers et investisseurs par voie d'hypothèque, gage, charge ou autres moyens sur les actifs et droits détenus par la Société;

3.2.3 conclure et exécuter des transactions de produits dérivés (incluant, de manière non-exhaustive, des swaps, des opérations à terme (futures), des transactions à terme de gré à gré (forwards) et des options) et d'autres opérations similaires de façon accessoire à, et uniquement dans le contexte de, l'activité décrite à l'Article 3.1;

3.2.4 émettre des obligations et de façon générale des valeurs mobilières et des instruments financiers quelle qu'en soit leur description dont la valeur ou le rendement dépendent des risques acquis ou acceptés par la Société sous réserve, toutefois, de ne pas émettre de tels obligations, valeurs mobilières ou instruments financiers au public ou de contracter des emprunts par voie d'émission publique des obligations ou autres titres représentatifs de dette (debt instruments).

3.2.5 conclure des conventions de prêt ou de facilités de crédit en tant qu'emprunteur dans le cadre d'un warehousing loan ou afin de se conformer à tout paiement ou toute obligation découlant des valeurs mobilières émises ou de tout contrat conclu dans le contexte de ses activités, ou de manière générale, et dans la mesure où cela semble utile ou nécessaire, aux fins de la titrisation.

3.3 Les descriptions ci-dessus sont à interpréter dans leur sens le plus large et leur énumération n'est pas exhaustive. L'objet social de la Société comprendra toute transaction ou contrat conclu par la Société, étant entendu que cela ne soit pas incohérent avec les objets énumérés ci-dessus.

3.4 La Société peut prendre toute les mesures nécessaires pour protéger ses droits et conclure et exécuter tout type de transactions directement ou indirectement liées ou utiles à la réalisation de son objet social et qui sont en mesure de promouvoir sa réalisation ou le développement de son objet social dans la plus large mesure autorisée par les lois applicables.

4. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

5. Compartiments.

5.1 Conformément à la Loi de 2004, le Conseil de Gérance (tel que défini à l'Article 10.3) peut créer un ou plusieurs compartiments, chacun correspondant à une partie différente du patrimoine de la Société.

5.2 Sous réserve de l'Article 5.5 ci-dessous, tous les actifs alloués à un compartiment sont exclusivement disponibles à des investisseurs en rapport avec ce compartiment et aux créanciers dont les droits sont nés en rapport avec la création, le fonctionnement ou la mise en liquidation de ce compartiment.

5.3 Nonobstant ce qui précède, si, à la suite d'un rachat ou un remboursement intégral des instruments financiers ou des valeurs mobilières émis à l'égard d'un compartiment et après la satisfaction intégrale ainsi que l'extinction de toutes les obligations de la Société aux créanciers dont les créances sont nées en relation avec de tels instruments financiers ou valeurs mobilières suite à la création, le fonctionnement ou la mise en liquidation de ce compartiment, il demeure des actifs dans un tel compartiment, le Conseil de Gérance peut allouer ces actifs à un autre compartiment ou au patrimoine général de la Société.

5.4 Le Conseil de Gérance ou ses délégués établiront et maintiendront des relevés de comptes séparés pour chaque compartiment de la Société dans le but de déterminer les biens alloués à chaque compartiment, ces relevés de comptes étant la preuve concluante des biens contenus dans un compartiment en l'absence d'erreur manifeste.

5.5 Les créances qui ne sont pas dues en rapport avec la création, le fonctionnement ou la mise en liquidation d'un compartiment peuvent être payées du patrimoine général de la Société ou peuvent être réparties par le Conseil de Gérance sur les compartiments de la Société au prorata des actifs de ces compartiment ou sur une autre base qu'il considèrera appropriée.

5.6 La liquidation d'un compartiment peut être décidée par le Conseil de Gérance.

Chapitre II. - Capital social

6. Capital social.

6.1 Le capital social souscrit de la Société est fixé à dix-huit mille US dollars (USD 18.000,-), représenté par cent quatre-vingt (180) parts sociales d'une valeur nominale de cent US dollars (USD 100,-) chacune (les "Parts Sociales"). Dans les présents Statuts, "Associés" signifie les détenteurs au moment pertinent des Parts Sociales et "Associé" doit être interprété en conséquence.

6.2 Toutes les Parts Sociales confèrent les mêmes droits.

6.3 La Société peut racheter, rembourser et/ou annuler ses propres Parts Sociales sous réserve des dispositions de la Loi de 1915.

7. Nature des parts sociales.

7.1 Les Parts Sociales sont et resteront nominatives.

7.2 Un registre des Associés de la Société sera tenu au Siège Social de la Société, où tout Associé pourra en prendre connaissance. Ce registre contient le nom de chaque Associé, sa résidence ou domicile élu, le nombre des Parts Sociales détenues par lui, le montant payé pour chaque Part Sociale, la cession de Parts Sociales et les dates de telles cessions. La propriété des Parts Sociales sera établie par l'enregistrement dans ce registre.

8. Cession des parts sociales.

8.1 Tant que la Société n'aura qu'un Associé, les Parts Sociales seront librement cessibles.

8.2 Lorsque la Société a plus d'un Associé:

8.2.1 les Parts Sociales ne peuvent être cédées entre vifs à des non-Associés qu'avec l'agrément donné en assemblée générale des Associés représentant au moins les trois quarts du capital social;

8.2.2 les Parts Sociales ne peuvent être transmises pour cause de mort à des non-Associés que moyennant l'agrément des propriétaires des Parts Sociales représentant les trois quarts des droits appartenant aux survivants ou dans les circonstances envisagées à l'article 189 de la Loi de 1915;

8.2.3 la cession de Parts Sociales est sujette aux dispositions des articles 189 et 190 de la Loi de 1915.

Chapitre III. - Obligations et autres titres représentatifs d'une dette

9. Forme nominative. La Société pourra émettre des obligations et autres titres représentatifs de dette sous forme nominative. Ces obligations et autres titres représentatifs de dette sous forme nominative ne pourront pas être échangés ou convertis en titres au porteur.

Chapitre IV. - Gérants, Conseil de gérance, Conflit d'intérêt, Réviseurs d'entreprises

10. Conseil de gérance.

10.1 La Société sera gérée par un ou plusieurs gérants (les "Gérants") qui seront nommés par une Résolution des Associés adoptée conformément à la Loi Luxembourgeoise et aux présents Statuts.

10.2 Si la Société n'a qu'un seul Gérant à un instant donné, ce Gérant sera désigné dans les présents Statuts comme le "Gérant Unique".

10.3 Si la Société a plus d'un Gérant, à un instant donné, ces Gérants constitueront un conseil de gérance ("Conseil de Gérance").

10.4 Un Gérant peut être révoqué à tout moment par une Résolution des Associés adoptée conformément à la Loi Luxembourgeoise et aux présents Statuts.

11. Pouvoirs des gérants.

11.1 Le Gérant Unique, quand la Société n'a qu'un Gérant, et sinon le Conseil de Gérance, peut entreprendre toute action nécessaire ou utile à la réalisation de l'objet social de la Société, à l'exception des actions réservées aux Associés par la Loi Luxembourgeoise ou les présents Statuts.

12. Représentation. Sous réserve des dispositions de la Loi Luxembourgeoise et des présents Statuts, la Société est valablement engagée ou représentée envers les tiers de la manière suivante:

12.1 si la Société a un Gérant Unique, par la signature du Gérant Unique;

12.2 si la Société a plus d'un Gérant, par la signature conjointe de n'importe quel deux Gérants;

12.3 la signature unique de toute personne à laquelle un tel pouvoir a été délégué par le Conseil de Gérance ou, le cas échéant, le Gérant Unique.

13. Réunions du conseil de gérance.

13.1 Les réunions du Conseil de Gérance (les "Réunions du Conseil") peuvent être convoquées par tout Gérant. Le Conseil de Gérance désignera un président.

13.2 Le Conseil de Gérance peut valablement débattre et prendre des décisions lors d'une Réunion du Conseil sans se plier à la totalité ou partie des conditions et formalités de convocation si tous les Gérants ont renoncé à ces mêmes conditions et formalités de convocation soit par écrit, soit lors de la Réunion du Conseil en question, en personne ou par l'intermédiaire d'un Représentant du Gérant.

13.3 Un Gérant peut nommer un autre Gérant (mais pas une personne autre qu'un Gérant) pour le représenter (le "Représentant du Gérant") lors d'une Réunion du Conseil afin d'y assister, de délibérer, de voter, et d'accomplir toutes les fonctions du Gérant en son nom pendant cette Réunion du Conseil. Un Gérant peut représenter plusieurs autres Gérants à une Réunion du Conseil à condition (et sans préjudice des quorums requis) qu'au moins deux Gérants soient physiquement présents à une Réunion du Conseil en personne ou participent en personne à une Réunion du Conseil tenue en vertu de l'Article 13.5.

13.4 Le Conseil de Gérance ne peut valablement débattre et prendre des décisions que si une majorité de Gérants est présente ou représentée. Les décisions du Conseil de Gérance sont adoptées à la majorité simple.

13.5 Un Gérant ou son Représentant du Gérant peut valablement participer à une Réunion du Conseil par conférence téléphonique, une vidéoconférence ou par un moyen de communication similaire à condition que toutes les personnes participant à la réunion soient capables de s'entendre et de parler entre elles tout au long de la réunion. Une personne participant de cette façon est réputée être présente en personne à la réunion, doit être prise en compte dans le quorum et être autorisée à voter.

13.6 Une résolution écrite signée par tous les Gérants (ou pour tout Gérant, par un Représentant du Gérant en question) est aussi valable et effective que si elle avait été adoptée lors d'une Réunion du Conseil dûment convoquée et tenue, et peut consister en un ou plusieurs documents sous la même forme, chacun signé par ou au nom d'un ou plusieurs des Gérants concernés.

13.7 Les procès-verbaux d'une Réunion du Conseil devront être signés et les extraits de ces procès-verbaux pourront être certifiés par tout Gérant présent à la Réunion.

14. Réviseur(s) d'entreprises agréé(s). La Société est contrôlée par un ou plusieurs réviseurs d'entreprises agréés nommés par le Conseil de Gérance. Le(s) réviseur(s) d'entreprises agréé(s) est/sont rééligible(s).

Chapitre V. - Associés

15. Résolutions des associés.

15.1 Chaque Associé dispose d'une voix pour chaque Part Sociale qu'il détient.

15.2 Sous réserve des stipulations des Articles 15.3, 15.4 et 15.5, les Résolutions des Associés sont valides uniquement si elles sont adoptées par des Associés détenant plus de la moitié des Parts Sociales, à condition que si ce taux n'est pas atteint lors de la première assemblée ou lors de la première consultation écrite, les Associés soient convoqués ou consultés une seconde fois, par lettre recommandée, et la résolution pourra être adoptée à la majorité des votes, sans préjudice du nombre de Parts Sociales représentées.

15.3 Les Associés ne peuvent pas changer la nationalité de la Société ou obliger un Associé quelconque à augmenter sa participation dans la Société autrement que par un vote unanime des Associés.

15.4 Sous réserve des stipulations de l'Article 15.3, toute résolution visant à modifier les présents Statuts (incluant un changement du Siège Social), doit être adoptée à la majorité des Associés représentant les trois quarts du capital social, sous réserve de toute stipulation contraire.

15.5 Une résolution visant à la dissolution de la Société ou à déterminer la méthode de liquidation de la Société et/ou à nommer les liquidateurs doit être adoptée selon les dispositions de la Loi Luxembourgeoise.

15.6 Une assemblée des Associés (une "Assemblée Générale") peut valablement débattre et prendre des décisions sans se conformer complètement ou en partie aux conditions et formalités de convocation si tous les Associés ont renoncé à ces conditions et formalités de convocation soit par écrit, soit lors de l'Assemblée Générale en question, en personne ou encore par l'intermédiaire d'un représentant dûment autorisé.

15.7 Un Associé peut être représenté à une Assemblée Générale en nommant par écrit (ou par fax, courriel ou tout autre moyen similaire) un mandataire qui n'a pas besoin d'être un Associé.

15.8 Si à un instant donné il y a moins de vingt-cinq Associés au sein de la Société, des Résolutions des Associés peuvent être adoptées par vote écrit des Associés plutôt que durant une Assemblée Générale, à condition que chaque Associé reçoive le libellé exact du texte des résolutions ou décisions à adopter.

15.9 La condition de majorité applicable à l'adoption de résolutions par l'Assemblée Générale s'applique mutatis mutandis à l'adoption de résolutions écrites des Associés. Sauf dispositions contraires de la Loi Luxembourgeoise, aucune condition de quorum ne doit être remplie pour l'adoption de résolutions écrites par les Associés. Les résolutions écrites des Associés sont réputées valablement adoptées immédiatement après la réception par la Société des copies originales (ou de copies envoyées par télécopieur ou en pièces-jointes de courriel) des votes des Associés sous réserve des conditions requises à l'article 15.8 ainsi que les stipulations du présent Article 15.9, et cela que tous les associés aient voté ou non.

Chapitre VI. - Année sociale, Répartition des bénéfices

16. Exercice social.

16.1 L'exercice social de la Société débute le premier janvier et se termine le dernier jour de décembre de chaque année, à l'exception du premier exercice social qui débute au jour de la constitution de la Société et se termine le 31 décembre 2016.

16.2 Si à un instant donné la Société a plus de vingt-cinq Associés, au moins une assemblée générale annuelle devra être tenue chaque année conformément à l'article 196 de la Loi de 1915 dans les six mois suivant la fin de l'exercice social.

16.3 Le Conseil de Gérance établit le bilan et le compte de profits et pertes. Il remet ces documents avec un rapport sur les opérations de la Société, au moins un (1) mois avant l'assemblée générale annuelle des Associés, au(x) réviseur(s) d'entreprises qui devra/devront alors établir un rapport comportant son/leur commentaires sur lesdits documents.

17. Répartition des bénéfices.

17.1 Cinq pour cent des bénéfices nets de la Société déterminés conformément à la Loi Luxembourgeoise sont prélevés et affectés à la constitution de la réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve aura atteint un dixième du capital social de la Société.

17.2 Sous réserve des dispositions de la Loi Luxembourgeoise et des présents Statuts, la Société peut par une résolution des Associés déclarer des dividendes dans le respect des droits respectifs des Associés.

17.3 Le Gérant Unique ou le Conseil de Gérance, le cas échéant, peut décider de payer des acomptes sur dividendes à/aux Associé(s) avant la fin de l'exercice social si l'état comptable fait apparaître que des fonds suffisants sont disponibles pour distribution, étant entendu que (i) le montant à distribuer n'excédera pas, si applicable, les bénéfices réalisés depuis la fin de l'exercice social précédent, augmentés des bénéfices reportés et des réserves distribuables, mais diminués des pertes reportées et des sommes allouées à une réserve devant être constituée selon les dispositions de Loi de 1915 ou des présents Statuts, et que (ii) de telles sommes ainsi distribuées qui ne correspondent pas aux bénéfices effectivement réalisés pourront être recouvrées auprès du/des Associé(s) concerné(s).

Chapitre VII. - Dissolution, Liquidation

18. Dissolution et Liquidation.

18.1 La liquidation de la Société sera décidée par l'Assemblée Générale en conformité avec les dispositions de la Loi Luxembourgeoise et l'Article 15 des présents Statuts.

Chapitre VIII. - Loi applicable

19. Loi applicable. La Loi Luxembourgeoise trouvera à s'appliquer partout où il n'y a pas été dérogé par les présents Statuts.

Souscription et paiement

Les Statuts de la Société ayant été ainsi déterminés par la partie comparante, la partie comparante a entièrement souscrit et libéré toutes les cent quatre-vingt (180) Parts Sociales d'une valeur nominale de cent US dollars (USD 100,-) chacune, de sorte que le montant de dix-huit mille US dollars (USD 18.000,-) se trouve dès maintenant à la disposition de la société. La preuve du paiement du prix total de souscription a été donnée au notaire instrumentant.

Evaluation des frais

Le montant des dépenses, frais, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société en raison de sa constitution sont évalués à environ mille cent Euros (EUR 1.100,-).

Résolutions de l'associé unique

L'associé unique a immédiatement pris les décisions suivantes:

1. Le siège social de la Société est établi au 46A, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg.

2. Les personnes suivantes sont nommées en tant que gérants de la Société pour une durée indéterminée:

1) Mr Shehzaad ATCHIA, né le 22 mai 1982 à l'Île Maurice, ayant son adresse professionnelle au 46A, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg;

2) Mr Fabrice ROTA, né le 19 février 1975 à Mont-Saint-Martin, ayant son adresse professionnelle au 46A, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg et,

3) Mr Jürgen BÜSER, né le 19 janvier 1966 à Witten (Allemagne), et ayant son adresse professionnelle à 33, St Jame's Square, 2^{ème} étage, SW1Y 4JS Londres, Royaume Uni.

Le notaire instrumentant, qui comprend et parle l'anglais, constate par la présente qu'à la demande de la partie comparante, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une traduction française. A la demande de la même partie comparante et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais prévaudra.

Dont acte, passé à Luxembourg, date qu'en tête les présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la mandataire de la comparante, connue du notaire instrumentant par nom, prénom, et résidence, ladite mandataire a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: El Farhane, WEINANDY agissant en remplacement de GRETHEN.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 22 mars 2016. Relation: 1LAC/2016/9486. Reçu soixante-quinze euros (75,00 €).

Le Receveur ff. (signé): Carole FRISING.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial C.

Luxembourg, le 24 mars 2016.

Référence de publication: 2016085287/492.

(160052560) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mars 2016.

HACA Partners S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7240 Bereldange, 75, route de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg B 204.968.

— STATUTS

L'an deux mille seize, le seizième jour de mars.

Pardevant Maître Edouard DELOSCH, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

- CCA Holding S.à r.l., une société à responsabilité limitée ayant son siège social à L-7240 Bereldange, 75 route de Luxembourg, en cours d'immatriculation auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

Laquelle comparante a requis le notaire instrumentant de dresser l'acte constitutif d'une société à responsabilité limitée qu'elle déclare constituer et dont elle a arrêté les statuts comme suit:

«I. Forme, Dénomination, Siège, Objet, Durée

Art. 1^{er}. Forme. Il est formé par les présentes, par la personne comparante, et toutes les personnes qui pourraient devenir associés par la suite, une société à responsabilité limitée (la «Société») qui sera régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg («les Lois»), et notamment la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée, ainsi que par les présents statuts (ci-après les «Statuts»).

Lorsque et aussi longtemps qu'un associé réunit toutes les parts sociales entre ses seules mains, la Société est une société unipersonnelle au sens de l'article 179 (2) de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée. Dans ce cas, les articles 200-1 et 200-2, entre autres, de la même loi sont d'application.

Art. 2. Dénomination. La Société prend la dénomination sociale de «HACA Partners S.à r.l.».

Art. 3. Objet. La Société a pour objet l'exercice de toutes activités se rattachant directement ou indirectement à la profession de réviseur d'entreprises.

La Société a également pour objet l'exercice de toutes activités se rapportant directement ou indirectement à la profession d'expert-comptable.

La Société pourra réaliser toutes activités de conseil et d'assistance en matière économique, financière, fiscale et d'organisation, de contrôle et de gouvernance d'entreprises, dès lors que ces activités ne sont pas incompatibles avec la profession de réviseur d'entreprises ou d'expert-comptable.

La Société a également pour objet toutes prises de participations, sous quelque forme que ce soit, dans d'autres entreprises luxembourgeoises ou étrangères, la gestion ainsi que la mise en valeur de ces participations.

La Société pourra employer ses fonds à la création, à la gestion, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et valeurs mobilières de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie de participation, d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat, de négociation et de toute autre manière, tous titres et droits et les aliéner par vente, échange ou encore autrement; la Société pourra octroyer aux entreprises auxquelles elle s'intéresse, tous concours, prêts, avances ou garanties.

La Société peut pour son compte propre, acheter, mettre en valeur, louer et vendre des immeubles et tous droits immobiliers.

Dans le cadre de son activité, la Société pourra accorder hypothèque, emprunter avec ou sans garantie ou se porter caution pour d'autres personnes morales ou physiques, sous réserve des dispositions légales afférentes.

La Société pourra encore effectuer toutes opérations immobilières, mobilières, commerciales, industrielles et financières, susceptibles de favoriser l'accomplissement ou le développement des activités décrites ci-dessus.

La Société exercera son activité tant au Grand-Duché de Luxembourg, qu'à l'étranger.

Art. 4. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 5. Siège social. Le siège de la Société est établi dans la commune de Walferdange.

Le siège social de la Société peut être transféré à l'intérieur de la même commune par simple décision du gérant unique ou du Conseil de gérance, et en tout endroit du Grand Duché de Luxembourg aux termes d'une résolution de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour la modification des Statuts.

La Société peut créer des succursales, filiales ou d'autres bureaux, dans tout autre lieu du Grand-Duché de Luxembourg, ainsi qu'à l'étranger, par résolution du gérant unique ou du Conseil de gérance, prise conformément aux dispositions des Statuts.

II. Capital, Parts sociales

Art. 6. Capital social. Le capital social est fixé à douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) divisé en douze mille cinq cent (12.500) parts sociales d'une valeur nominale de un euro (EUR 1,-) chacune, toutes les parts sociales étant intégralement souscrites et entièrement libérées.

Art. 7. Prime d'émission. En plus du capital social, un compte prime d'émission peut être établi dans lequel seront transférées toutes les primes payées sur les parts sociales en plus de la valeur nominale.

Le montant de ce compte prime d'émission peut être utilisé, entre autre, pour régler le prix des parts sociales que la Société a rachetées à ses associés, pour compenser toute perte nette réalisée, pour distribuer des dividendes aux associés ou pour affecter des fonds à la Réserve Légale.

Art. 8. Modification du capital social. Le montant du capital social pourra à tout moment être augmenté ou réduit par une résolution de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour la modification des Statuts. Cette résolution devra fixer toutes les conditions, délais et formalités de l'augmentation ou de la réduction du capital ainsi que le montant et les époques des versements à effectuer sur les nouvelles parts sociales.

Art. 9. Droits des associés. Chaque part sociale ouvre un droit à l'actif social de même qu'aux bénéfices réalisés au cours de l'exercice, en proportion directe avec le nombre des parts sociales existantes.

Art. 10. Indivisibilité des parts sociales. Les parts sociales sont indivisibles.

Une part sociale peut être enregistrée au nom de plus d'une personne à condition que tous les détenteurs de la part sociale notifient par écrit à la Société lequel d'entre eux est à considérer comme leur représentant. La Société considérera ce représentant comme s'il était le seul associé pour la part sociale en question, y compris pour les besoins des droits de vote, dividende et autres droits de paiement. La Société a le droit de suspendre l'exercice de tous les droits attachés à cette part sociale jusqu'à ce que ce représentant ait été désigné.

Art. 11. Cession et transmission de parts sociales. Les cessions de parts sociales doivent être constatées par un acte notarié ou sous seing privé.

En cas d'associé unique, les cessions et transmissions de parts sociales, sous quelque forme que ce soit, sont libres.

Toutes cessions ou transmissions de parts sociales entre vifs ou pour cause de mort, soit à titre onéreux, soit à titre gratuit, entre associés ou à des tiers non-associés, sont soumises à l'agrément préalable de l'assemblée générale des associés visé aux articles 12 et 13 des Statuts, auquel il peut être dérogé par des conventions sous seing privé, à la condition toutefois que tous les associés aient donné leur accord à ces conventions et sous réserve de la stricte observation des dispositions de l'article 189 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée.

La procédure d'agrément s'applique à toutes les cessions, que lesdites cessions interviennent par voie d'apport, de fusion, de partage consécutif à la liquidation d'une société associée. Elle s'applique encore à la cession de droits de souscription en cas d'augmentation de capital en numéraire et à la cession de droits d'attributions en cas d'augmentation de capital par incorporation de réserves, primes ou bénéfices.

Lorsque la cession est agréée, elle doit être régularisée dans un délai de trois (3) mois à compter de la notification de l'agrément. A défaut, le cessionnaire devra être soumis à une nouvelle procédure d'agrément.

La Société ne reconnaîtra pas comme associé une personne détenant des parts sociales de la Société qui n'auraient pas été acquises ou qui ne seraient pas détenues en conformité avec les dispositions des Statuts.

Toute transmission ou cession de parts sociales n'est opposable à la Société comme aux tiers qu'à la condition d'avoir été notifiée à la Société ou acceptée par elle conformément aux dispositions prescrites à l'article 1690 du Code civil.

Pour le reste, il est référé aux Lois et notamment aux dispositions de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée.

Art. 12. Agrément des cessions de parts sociales entre vifs. Le projet de cession est notifié par l'associé cédant par courrier recommandé avec accusé de réception à la Société et à chacun des associés. Le projet de cession doit mentionner l'identité et l'adresse du cessionnaire, le nombre de parts sociales dont la cession est envisagée et les conditions financières de l'opération.

Dans un délai de quinze (15) jours calendaires à compter de la réception du projet de cession, le gérant unique ou le Conseil de gérance doit convoquer l'assemblée générale des associés pour qu'elle délibère sur l'agrément du cessionnaire envisagé.

L'agrément est donné par l'assemblée générale des associés, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour la modification des Statuts.

La décision de l'assemblée générale des associés, qui n'a pas à être motivée, est notifiée par la Société à l'associé cédant par courrier recommandé avec accusé de réception dans un délai de quinze (15) jours calendaires à compter de la délibération de l'assemblée générale des associés.

Si la Société n'a pas fait connaître à l'associé cédant la décision de l'assemblée générale des associés dans un délai de trois (3) mois à compter de la réception du projet de cession, l'agrément est réputé refusé.

En cas de refus d'agrément, chaque associé peut se porter acquéreur des parts sociales comprises dans le projet de cession, dans un délai d'un mois à compter de la délibération de l'assemblée générale des associés, et ce, aux conditions financières définies dans le projet de cession. Lorsque plusieurs associés expriment leur volonté d'acquérir, ils sont réputés acquéreurs à proportion du nombre de parts sociales qu'ils détenaient antérieurement.

Si aucun associé ne se porte acquéreur ou s'il existe un reliquat parce que les demandes reçues ne portent pas sur la totalité des parts sociales, la Société s'engage, dans le délai de deux (2) mois à compter de la délibération de l'assemblée générale des associés, à faire acquérir les parts sociales par un tiers préalablement agréé ou à les racheter elle-même, et ce aux conditions financières définies dans le projet de cession.

Le gérant unique ou le Conseil de gérance a pour mission de collecter les offres individuelles d'acquisition émanant des associés, puis, s'il y a lieu de susciter l'offre de tiers ou de la Société. Il notifie à l'associé cédant, par courrier recommandé avec accusé de réception, le nom du ou des acquéreurs proposés, associés ou tiers ou l'offre de rachat par la Société.

Art. 13. Agrément des transmissions de parts sociales pour cause de mort. En cas de décès d'un associé, la Société continue entre les associés survivants et les héritiers ou ayants droit de l'associé décédé ou, le cas échéant, le conjoint survivant, sous réserve de leur agrément par l'assemblée générale des associés, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour la modification des Statuts. Les parts sociales de l'associé décédé ne sont pas prises en compte pour le calcul de ces conditions de quorum et de majorité.

Pour permettre à l'assemblée générale des associés de délibérer sur cet agrément, les héritiers, ayants droit et conjoint survivant doivent justifier de leur qualité héréditaire dans les trois (3) mois du décès, par la production d'un acte de notoriété, d'un extrait d'intitulé d'inventaire ou d'un certificat d'hérédité.

Dans les quinze (15) jours calendaires à compter de la réception des pièces précitées, le gérant unique ou le Conseil de gérance doit convoquer l'assemblée générale des associés pour qu'elle délibère sur l'agrément desdits héritiers, ayants droits ou conjoint survivant.

La décision de l'assemblée générale des associés, qui n'a pas à être motivée, est notifiée par la Société aux héritiers, ayants droit ou conjoint survivant par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze (15) jours calendaires à compter de la délibération de l'assemblée générale des associés.

Si la Société n'a pas fait connaître la décision de l'assemblée générale des associés aux héritiers, ayants droit ou conjoint survivant dans un délai de trois (3) mois à compter de la réception des pièces justifiant de la qualité héréditaire, l'agrément des héritiers, ayants droit ou conjoint survivant est réputé acquis.

En cas de refus d'agrément, les dispositions en vigueur pour les cessions de parts sociales entre vifs sont applicables, à l'exception du prix des parts sociales, qui est fixé conformément aux dispositions des alinéas 6 et 7 de l'article 189 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée.

Art. 14. Rachat de parts sociales par la Société. La Société est autorisée à racheter ses propres parts sociales aux associés, dans les cas limitatifs énumérés par les Lois.

Un tel rachat est décidé par résolution de l'assemblée générale des associés, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour la modification des Statuts.

L'associé (ou ses héritiers, ayants droit ou conjoint survivant) dont les parts sociales sont rachetées délègue tous pouvoirs au Conseil de gérance afin de réaliser tout acte utile en relation et/ou toute formalité afférente au rachat des parts sociales, ainsi que pour mettre à jour le registre des associés au nom et pour le compte de l'associé cédant et/ou tout autre document qui devrait être modifié.

Les parts sociales rachetées sont annulées par réduction du capital social.

Art. 15. Registre des associés. Un registre des associés est tenu au siège social de la Société et peut y être consulté par tout associé de la Société. Ce registre contient en particulier le nom de chaque associé, son domicile ou son siège principal, le nombre de parts détenues par un tel associé, tout transfert de parts sociales, la date de notification ou de l'acceptation par la Société de ce transfert conformément aux Statuts ainsi que toutes garanties accordées sur des parts sociales.

Chaque associé notifie son adresse à la Société par écrit, ainsi que tout changement d'adresse ultérieur. La Société peut considérer comme exacte la dernière adresse qu'elle a reçue.

Art. 16. Comptes courants. Outre leurs apports, les associés peuvent verser ou laisser à la disposition de la Société, en accord avec le gérant unique ou le Conseil de gérance, toutes sommes dont elle pourrait avoir besoin en vue de faciliter le financement des opérations sociales. Ces sommes sont inscrites au crédit d'un compte ouvert au nom de l'associé.

Le montant maximum desdites sommes, les conditions de leur remboursement et leur retrait, la fixation des intérêts sont décidés par le gérant unique ou le Conseil de gérance. A défaut de stipulation contraire, le remboursement desdites sommes est exigible à tout moment moyennant un préavis de trois mois.

Les intérêts des comptes courants d'associés seront comptabilisés annuellement. Ces intérêts seront, selon décision du gérant unique ou du Conseil de gérance, soit versés directement à l'associé annuellement soit inscrits en augmentation du montant nominal du compte courant d'associé lors de la clôture de l'exercice social.

Les sommes versées par l'associé en compte courant pourront faire l'objet d'une convention de blocage dont la durée sera convenue entre l'associé créancier et le gérant unique ou le Conseil de gérance.

III. Gérance

Art. 17. Nomination et révocation des gérants - composition du Conseil de gérance. La Société est gérée par un ou plusieurs gérants, nommés par résolution de l'associé unique ou par l'assemblée générale des associés, qui détermine leur rémunération éventuelle et la durée de leur mandat. Les gérants ne sont pas obligatoirement associés.

Si plusieurs gérants sont nommés, ils constitueront un Conseil de gérance, qui pourra être composé de deux catégories différentes de gérants, à savoir des gérants de type A et des gérants de type B.

Les gérants ne sont révocables que pour causes légitimes, par résolution de l'associé unique ou par l'assemblée générale des associés. Un gérant ayant également la qualité d'associé de la Société, ne sera pas exclu du vote sur sa propre révocation.

Tout gérant sortant peut être réélu pour des périodes successives.

Art. 18. Pouvoir des gérants. Le gérant ou le Conseil de gérance, dispose des pouvoirs les plus étendus afin d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à l'accomplissement de l'objet social de la Société, à l'exception de ceux qui sont expressément réservés par les Lois ou les Statuts à l'assemblée générale des associés.

Les actes suivants sont soumis à l'approbation formelle de l'assemblée générale des associés statuant aux conditions de quorum et de majorité définies à l'article 29 alinéa 2 des Statuts.

- la conclusion ou la modification d'emprunts ou de lignes de crédit (notamment par voie de prêt, crédit-bail, emprunt obligataire), auprès de quiconque, dans quelque but que ce soit, pour un montant égal ou supérieur à EUR 50.000,- (cinquante mille euros);

- toute cession ou prise de participation par la Société dans toute société ou entité juridique;

- la constitution, la restructuration, la liquidation de filiales, succursales ou bureaux de la Société;

- toute modification des statuts d'une filiale dans laquelle la Société détient des participations;

- la conclusion de tout contrat d'emploi ou de tout mandat social prévoyant une rémunération annuelle brute qui excède EUR 60.000,-(soixante mille euros);

- la révision à la hausse de la rémunération de tout salarié ou de tout mandataire social dont la rémunération annuelle brute excède ou excédera de la sorte EUR 60.000,- (soixante mille euros) ou l'octroi de tout nouvel avantage à un tel salarié ou mandataire social;

- la conclusion, la modification ou la résiliation de toute convention liant la Société avec un associé, un mandataire social ou leur conjoint ou l'un de leurs ascendants ou descendants ou encore avec une entité contrôlée par un associé, un mandataire social ou leur conjoint ou l'un de leurs ascendants ou descendants;

- l'octroi par la Société de tout gage, nantissement, caution, aval ou autre sûreté ou promesse de sûreté, ou garantie d'un engagement pris par la Société ou par quelque entité que ce soit, pour un montant égal ou supérieur à cinquante mille euros (EUR 50.000,-);

- l'acquisition, la cession, la location par la Société de tout actif corporel ou incorporel pour un montant égal ou supérieur à EUR 50.000,-(cinquante mille) euros;

- la conclusion de contrats de toute nature d'un montant supérieur à EUR 50.000,-;

- l'adhésion de la Société à un réseau local ou international de cabinets professionnels.

Art. 19. Représentation - délégation de pouvoir. Vis-à-vis des tiers, la Société sera engagée en toutes circonstances (i) soit par la signature individuelle de son gérant unique (ii) soit en cas de pluralité de gérants, par la signature individuelle de chaque gérant.

En cas de Conseil de gérance composé de deux catégories différentes de gérants, la Société sera engagée en toute circonstance, pour les engagements d'un montant inférieur à cinq mille euros (EUR 5.000,-), par la signature individuelle d'un gérant de type A ou d'un gérant de type B et pour les engagements d'un montant égal ou supérieur à cinq mille euros (EUR 5.000,-) (i) soit par la signature individuelle d'un gérant de type A (ii) soit par la signature conjointe d'un gérant de type A et d'un gérant de type B.

La signature d'un seul gérant, inscrit sur la liste des réviseurs d'entreprises, sera suffisante pour représenter valablement la Société au niveau des missions réservées aux réviseurs d'entreprises.

Le gérant unique ou le Conseil de gérance, peut sous-déléguer une partie de ses pouvoirs pour des tâches spécifiques à un ou plusieurs agents ad hoc. Il détermine les responsabilités et la rémunération, s'il y a lieu, de ces agents, la durée ainsi que toutes autres conditions de leur mandat.

Tout litige dans lequel la Société apparaît comme demandeur ou comme défendeur, sera géré au nom de la Société par le gérant unique ou par le Conseil de gérance représenté par un gérant délégué à cet effet.

Art. 20. Convocation aux réunions du Conseil de gérance. Les réunions du Conseil de gérance peuvent être convoquées par tout gérant.

Pour chaque réunion du Conseil de gérance, des convocations devront être établies et envoyées à chaque gérant au moins deux (2) jours calendaires avant la réunion sauf en cas d'urgence, la nature de cette urgence devant être déterminée dans le procès-verbal de la réunion du Conseil de gérance. Toutes les convocations devront spécifier l'heure, le lieu et l'ordre du jour de la réunion. Les convocations peuvent être faites aux gérants par écrit ou téléfax ou courrier électronique ou par tout autre moyen de communication approprié. Chaque gérant peut renoncer à ces formalités de convocation que ce soit par écrit ou oralement lors de la réunion du Conseil de gérance en question.

Les réunions du Conseil de gérance se tiendront valablement sans convocation si tous les gérants sont présents ou représentés.

Art. 21. Conduite des réunions du Conseil de gérance. Le Conseil de gérance désigne parmi ses membres un président qui, en cas d'égalité de voix, n'aura pas de voix prépondérante. Le président préside toutes les réunions du Conseil de gérance. En cas d'absence, le Conseil de gérance peut être présidé par un gérant présent et nommé président provisoire à cette occasion. Il peut également choisir un secrétaire, lequel n'est pas nécessairement gérant, qui sera responsable de la tenue des procès-verbaux des réunions du Conseil de gérance ou de l'exécution de toute autre tâche spécifiée par le Conseil de gérance.

Un gérant peut participer aux réunions du Conseil de gérance en désignant comme mandataire une autre gérant par écrit, téléfax, courrier électronique ou tout autre moyen analogue de communication, la copie d'une telle désignation constituant une preuve suffisante du mandat. Un gérant peut représenter plusieurs gérants à une réunion du Conseil de gérance sous réserve qu'au moins deux (2) gérants y participent en personne.

Tout gérant qui participe aux débats d'une réunion du Conseil de gérance aux moyens d'un appareil de communication (notamment par téléphone), qui permet à tous les membres présents à cette réunion (que ce soit en personne ou par procuration ou tout autre appareil de communication) d'entendre et d'être entendu par les autres membres à tout moment, sera supposé être présent à cette réunion et sera comptabilisé pour le calcul du quorum et sera autorisé à voter sur les questions à l'ordre du jour de cette réunion. Si une résolution est prise par voie de conférence téléphonique, la résolution sera considérée comme ayant été prise au Luxembourg si l'appel provient initialement du Luxembourg.

Le Conseil de gérance ne peut délibérer ou agir valablement que si au moins la majorité de ses membres, comprenant au moins un gérant de type A, est présente ou représentée par procuration. Les résolutions du Conseil de gérance sont adoptées à la majorité des votes des gérants présents ou représentés.

Le Conseil de gérance peut, à l'unanimité, adopter des résolutions par voie circulaire en exprimant son consentement par écrit, par télécopie, par courrier électronique ou par tout autre moyen de communication. Les gérants peuvent exprimer leur consentement séparément, l'intégralité des consentements constituant une preuve de l'adoption des résolutions. La date d'adoption de ces résolutions est la date du dernier consentement donné. Une réunion du Conseil de gérance tenue par voie circulaire est considérée comme ayant été tenue au siège social de la Société.

Tout gérant qui a, directement ou indirectement, un intérêt patrimonial dans une transaction soumise à l'approbation du Conseil de gérance qui est en conflit avec l'intérêt de la Société doit informer le Conseil de gérance de ce conflit d'intérêt et doit voir sa déclaration enregistrée dans le procès-verbal de la réunion du Conseil de gérance. Ce gérant ne peut ni participer aux discussions concernant la transaction en cause, ni au vote s'y rapportant. Lorsque la Société a un gérant unique et que, dans une transaction conclue entre la Société et le gérant unique, celui-ci a, directement ou indirectement, un intérêt patrimonial qui est en conflit avec l'intérêt de la Société, ce conflit d'intérêt doit être divulgué dans le procès-verbal enregistrant la transaction en cause. La présente disposition ne s'applique pas aux opérations courantes et conclues dans des conditions normales.

Art. 22. Procès-verbaux des résolutions du gérant unique -procès-verbaux des réunions du Conseil de gérance. Les résolutions du gérant unique sont transcrites dans des procès-verbaux qui doivent être signés par le gérant unique.

Le procès-verbal de toute réunion du Conseil de gérance doit être signé par les gérants ou leurs représentants, présents lors de la réunion.

Les procurations, s'il y en a, sont jointes au procès-verbal de la réunion.

Les copies ou extraits de procès-verbaux qui pourront être produits en justice ou d'une autre manière sont certifiés conformes par le président du Conseil de gérance ou par deux (2) gérants.

Art. 23. Responsabilité des gérants. Le ou les gérants ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société.

Toutefois, la Société est liée par les actes accomplis par les gérants, même si ces actes excèdent l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait l'objet social ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, sans que la publication des Statuts suffise à constituer cette preuve.

IV. Associés

Art. 24. Pouvoirs de l'associé unique - de l'assemblée générale des associés. L'associé unique exerce les pouvoirs attribués à l'assemblée générale des associés.

En cas de pluralité des associés, chaque associé peut participer aux décisions collectives quel que soit le nombre de parts qui lui appartiennent.

Art. 25. Assemblée générale annuelle des associés. Une assemblée générale annuelle des associés, qui doit se tenir au cas où la Société a plus de vingt-cinq (25) associés, se réunira une fois par an pour l'approbation des comptes annuels, elle se tiendra le deuxième jeudi du mois de mai de chaque année au siège de la Société ou en tout autre lieu à spécifier dans la convocation de cette assemblée.

Si ce jour n'est pas généralement un jour bancaire ouvrable à Luxembourg, l'assemblée se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

Art. 26. Autres assemblées générales des associés. Si la Société compte plusieurs associés, dans la limite de vingt-cinq (25) associés, la tenue d'assemblées générales n'est pas obligatoire et les résolutions des associés peuvent être prises par écrit. Dans ce cas, le Conseil de gérance notifie à chaque associé, par courrier postal ou électronique, par télécopie, ou par tout autre moyen de communication approprié, le texte complet des résolutions à prendre. Les associés sont tenus, dans un délai de quinze (15) jours calendaires suivant cette notification, d'exprimer leur vote par écrit et de le communiquer à la Société par tout moyen de communication approprié. Les exigences de quorum et de majorité imposées pour l'adoption de résolutions par l'assemblée générale des associés s'applique mutatis mutandis à l'adoption de résolutions écrites. Les résolutions écrites des associés sont réputées valablement adoptées à l'échéance du délai de quinze (15) jours, dès lors que les conditions de quorum et de majorité sont remplies.

Si le nombre d'associés excède vingt-cinq (25), les décisions des associés sont prises en assemblée générale des associés.

Art. 27. Convocation des assemblées générales des associés. L'assemblée générale des associés peut, à tout moment, être convoquée par le gérant unique ou par le Conseil de gérance ou par le commissaire aux comptes, s'il en existe un.

L'assemblée générale des associés doit obligatoirement être convoquée par le gérant unique ou le Conseil de gérance sur demande écrite d'un ou plusieurs associés représentant au moins vingt pour cent (20%) du capital social de la Société. Dans ce cas, l'assemblée générale des associés devra être tenue dans un délai de quinze (15) jours calendaires à compter de la réception de cette demande.

Les convocations pour toute assemblée générale des associés contiennent la date, l'heure, le lieu et l'ordre du jour de l'assemblée. Elles sont adressées à chaque associé par courrier postal ou courrier électronique, télécopie ou tout autre moyen de communication approprié, au moins cinq (5) jours calendaires avant la tenue de l'assemblée, sauf pour l'assemblée générale annuelle pour laquelle la convocation sera envoyée au moins quatorze (14) jours calendaires avant la date de l'assemblée, le jour de l'envoi et le jour de l'assemblée n'étant pas pris en compte.

Si tous les associés sont présents ou représentés à l'assemblée générale des associés et s'ils déclarent avoir été dûment informés de l'ordre du jour de l'assemblée, celle-ci peut se tenir sans convocation préalable.

Art. 28. Conduite des assemblées générales des associés. Tous les associés sont en droit de participer et de prendre la parole à toute assemblée générale des associés.

Tout associé peut se faire représenter à toute assemblée générale par un mandataire, qui n'a pas besoin d'être lui-même associé, en désignant ce dernier par écrit, par télécopie, par courrier électronique ou par tout autre moyen de communication approprié. Une personne peut représenter plusieurs ou même tous les associés.

Un bureau de l'assemblée doit être constitué à chaque assemblée générale des associés, composé d'un président, d'un secrétaire et d'un scrutateur, chacun étant désigné par l'assemblée générale des associés, sans qu'il soit nécessaire qu'ils soient associés ou gérants de la Société. Le bureau doit s'assurer que l'assemblée est tenue en conformité avec les règles applicables et, en particulier, avec les règles relatives à la convocation, aux conditions de majorité, au partage des voix et à la représentation des associés. Une liste de présence doit être tenue à toute assemblée générale des associés.

Tout associé qui participe à une assemblée générale des associés aux moyens d'un appareil de communication (notamment par téléphone), qui permet à tous les membres présents à cette réunion (que ce soit en personne ou par procuration ou tout autre appareil de communication) d'entendre et d'être entendu par les autres membres à tout moment, sera supposé être présent à cette assemblée et sera comptabilisé pour le calcul du quorum et sera autorisé à voter sur les questions à l'ordre du jour de cette assemblée.

Art. 29. Vote de l'assemblée générale des associés. Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts qu'il possède ou représente.

En cas de pluralité d'associés, les résolutions ne sont valablement prises que pour autant qu'elles ont été adoptées par des associés représentant au moins les deux-tiers du capital social de la Société, sans préjudice des autres dispositions de l'article 194 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée.

Si ce quorum n'est pas atteint lors de la première assemblée générale, les associés devront être convoqués une seconde fois, par courrier recommandé, dans un délai de huit (8) jours calendaires à compter de la tenue de la première assemblée. Dans ce cas, les résolutions seront adoptées à la majorité des votes valablement exprimés, indépendamment du nombre de parts sociales représentées.

Les absentions, les votes blancs ou nuls n'influencent pas les résultats de vote et ne sont pas pris en considération pour le calcul des majorités requises ni des votes exprimés. Les règles de majorité prévues dans les Statuts seront calculées sur base des votes exprimés uniquement.

Les résolutions modifiant les Statuts de la Société ne pourront être prises qu'en assemblée générale extraordinaire des associés, à la majorité des associés représentant au moins les trois quarts du capital social de la Société, sous réserve des dispositions de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée.

Art. 30. Procès-verbaux de l'associé unique - procès-verbaux de l'assemblée générale des associés. Les résolutions de l'associé unique sont transcrites dans des procès-verbaux qui doivent être signés par l'associé unique.

Le procès-verbal des assemblées générales doivent être signés par les associés ou leurs représentants, présents lors de l'assemblée. Les procurations, s'il y en a, sont jointes au procès-verbal de l'assemblée.

Les copies ou extraits des résolutions écrites ou des procès-verbaux des assemblées générales, à produire en justice ou d'une autre manière, sont certifiés conformes par le gérant unique ou par deux (2) gérants.

V. Exercice social, Comptes sociaux, Bénéfices

Art. 31. Exercice social. L'année sociale de la Société commence le premier janvier et se termine le trente et un décembre de chaque année.

Art. 32. Approbation des comptes annuels. A la clôture de chaque exercice social, les comptes sont arrêtés et le gérant ou le Conseil de gérance dresse un inventaire comprenant l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif de la Société ainsi que le compte de résultat, conformément aux Lois.

Les comptes annuels et/ou les comptes consolidés sont soumis aux associés pour approbation.

Tout associé peut par lui-même ou par un fondé de pouvoir, prendre au siège social de la Société, communication de l'inventaire, du bilan et du rapport du conseil de surveillance (si la Société compte plus de vingt-cinq associés parmi ses rangs, conformément aux dispositions prescrites par les Lois).

Chaque associé peut poser toutes questions écrites concernant la gestion de la Société, au gérant unique ou au Conseil de gérance de celle-ci qui devra répondre dans le délai d'un mois à compter de la réception de la demande.

Art. 33. Distribution des bénéfices. Les profits bruts de la Société, constatés dans les comptes annuels, déduction faite des frais généraux, amortissements et charges, constituent le bénéfice net.

Sur le bénéfice net, il est prélevé au moins cinq pour cent (5%), qui seront affectés, chaque année, à la réserve légale (la «Réserve Légale»), conformément aux Lois. Cette affectation à la Réserve Légale cesse d'être obligatoire lorsque et aussi longtemps que la Réserve Légale atteindra dix pour cent (10%) du capital social de la Société.

Après affectation à la Réserve Légale, l'associé unique ou l'assemblée générale annuelle des associés décide, sur proposition du gérant unique ou du Conseil de gérance, de l'affectation du solde des bénéfices annuels nets. Elle peut décider de verser la totalité ou une partie du solde à un compte de réserve ou de provision, en le reportant à nouveau ou en le distribuant avec les bénéfices reportés, les réserves distribuables ou les primes d'émission, aux associés, chaque part sociale donnant droit à une même proportion dans ces distributions. De plus, l'associé unique ou l'assemblée générale des associés a, à tout moment, le pouvoir d'effectuer des distributions supplémentaires de la même façon que lors de l'assemblée générale annuelle des associés, sous réserve qu'il y ait suffisamment de fonds disponibles.

L'associé unique ou l'assemblée générale des associés peut décider, sur proposition du gérant unique ou du Conseil de gérance, de payer des acomptes sur dividendes en cours d'exercice social sur base d'un état comptable, ne datant pas de plus de deux mois, préparé par le gérant unique ou le Conseil de gérance, duquel il devra ressortir que des fonds suffisants sont disponibles pour la distribution, étant entendu que les fonds à distribuer ne peuvent pas excéder le montant des bénéfices réalisés depuis le dernier exercice social augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables mais diminué des pertes reportées et des sommes à porter en réserve en vertu d'une obligation légale ou statutaire.

VI. Conciliation, Liquidation, Loi applicable

Art. 34. Procédure de conciliation. En cas de désaccord persistant entre les associés, portant sur les affaires sociales ou l'exécution des dispositions statutaires et susceptible de nuire à l'intérêt social, les associés concernés feront intervenir un conciliateur désigné d'un commun accord entre eux ou, à défaut, par décision du président du Tribunal de commerce de Luxembourg, saisi comme en matière de référé par l'associé le plus diligent.

Le conciliateur réunit les parties à la conciliation, effectue toutes les constatations utiles sur leurs positions. Il rend, dans le délai d'un mois à compter de sa nomination, un avis sur le différend et propose les éléments d'une solution de nature à régler le différend tout en sauvegardant leurs intérêts légitimes. La proposition du conciliateur ne sera ni obligatoire ni exécutoire.

Les parties à la conciliation s'engagent à ne pas entamer d'action en justice avant que cette procédure de conciliation ne soit arrivée à son terme. Cette interdiction temporaire d'agir en justice n'est en aucun cas applicable pour les situations qui entrent dans le champ d'application des procédures de référé.

En tout état de cause, si au terme d'une période de deux (2) mois à compter de la nomination du conciliateur, aucune solution amiable n'a pu être trouvée, les parties à la conciliation retrouvent leur liberté d'agir en justice. Les parties à la conciliation restent libres de convenir que les délais susmentionnés seront allongés.

Les honoraires, frais et débours du conciliateur seront supportés à parts égales entre les parties à la conciliation.

Art. 35. Dissolution, liquidation. La Société peut être dissoute par résolution de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour la modification des Statuts. A cette occasion, l'assemblée générale des associés devra nommer un ou plusieurs liquidateurs et déterminer les mesures de liquidation, les pouvoirs des liquidateurs ainsi que leur rémunération. Sauf disposition contraire, les liquidateurs disposeront des pouvoirs les plus étendus pour la réalisation de l'actif et du passif de la Société.

Dans le cas où la Société n'a qu'un associé, cet associé unique peut, à son gré, décider de liquider la Société en reprenant à son compte l'ensemble des actifs et passifs, connus ou inconnus, de la Société.

Après paiement de toutes les dettes et charges de la Société, y compris les frais de liquidation, le produit net de liquidation sera réparti entre les associés, au prorata de leur participation dans le capital social de la Société.

Le ou les liquidateurs peuvent procéder à la distribution d'acomptes sur produit de liquidation sous réserve de provisions suffisantes pour payer les dettes impayées à la date de la distribution.

La Société n'est pas dissoute par le décès, l'incapacité, l'interdiction, la faillite l'insolvabilité ou tout autre évènement similaire affectant un ou plusieurs des associés.

Art. 36. Loi applicable. Toutes les matières qui ne sont pas régies par les Statuts seront réglées conformément aux Lois, en particulier à la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée, ainsi qu'à tout contrat, le cas échéant, qui peut être conclu entre le souscripteur, la Société et tous ceux qui en deviendront associés.»

Disposition transitoire:

Par dérogation le premier exercice social commence aujourd'hui et finira le 31 décembre 2016.

Souscription et libération:

Les Statuts de la Société ayant été ainsi arrêtés, la comparante préqualifiée, déclare souscrire douze mille cinq cent (12.500) parts sociales comme suit:

- CCA Holding S.à r.l., pré-qualifiée,	12.500 parts
TOTAL: douze mille cinq cent parts sociales	12.500 parts

La libération intégrale du capital social a été faite par des versements en espèces, de sorte que la somme de douze mille cinq cent euros (EUR 12.500,-) se trouve à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire soussigné, qui le constate expressément.

Évaluation des frais

Les parties ont évalué le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution au montant de mille cent euros (EUR 1.100,-).

Assemblée générale extraordinaire

Le comparant pré-qualifié, présent ou représenté comme mentionné ci-avant, représentant l'intégralité du capital social souscrit, se considérant comme dûment convoqué, s'est ensuite constitué en assemblée générale extraordinaire.

Après avoir constaté que la présente assemblée était régulièrement constituée, il a pris les résolutions suivantes:

- 1.- Le nombre des gérants est fixé à un (1).
- 2.- Est nommé gérant unique de la Société pour une durée indéterminée:
 - Monsieur Cyril CAYEZ, réviseur d'entreprises, né(e) le 3 août 1976 à Amiens (F), demeurant à F-57950 Montigny-lès-Metz.
- 3.- La Société est valablement engagée en toutes circonstances par la signature individuelle du gérant unique.
- 4.- L'adresse du siège social de la Société est fixée à L-7240 Bereldange, 75 route de Luxembourg.

Déclaration

Le notaire instrumentant a rendu attentif la partie comparante sur la nécessité d'obtenir des autorités compétentes les autorisations et agréments éventuellement requis pour exercer les activités plus amplement décrites comme objet social à l'article 3 des Statuts, ce qui est expressément reconnu par la partie comparante.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, connu du notaire instrumentant par son nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: C. CAYEZ DELOSCH.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 18 mars 2016. Relation: 1LAC/2016/9079. Reçu soixante-quinze (75.-) euros.

Le Receveur (signé): P. MOLLING.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial C.

Luxembourg, le 23 mars 2016.

Référence de publication: 2016085292/439.

(160052729) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mars 2016.

S2C Specialità Culinaria S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.600,00.

Siège social: L-3253 Bettembourg, 13-17, route de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg B 204.965.

—
STATUTS

L'an deux mille seize, le quatorze mars.

Par-devant Nous, Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg.

Ont comparu:

1) Monsieur Salvatore COLAFIGLIO, né à Gravina di Puglia (BA) (Italie) le 21 octobre 1973 et demeurant au 5, Route de Thionville, L-5771 Weiler-la-Tour (Luxembourg); et

2) Monsieur Stefano CASSONE, né le 3 novembre 1981 à Fasano (BR) (Italie) et demeurant au 5, Route de Thionville, L-5771 Weiler-la-Tour (Luxembourg).

Lesquels comparants ont requis le notaire instrumentaire d'arrêter ainsi qu'il suit les statuts d'une société à responsabilité limitée qu'ils déclarent constituer entre eux:

Titre I^{er}. Dénomination - Siège social - Objet -Durée - Capital social

Art. 1^{er}. Il est formé par les présentes entre les propriétaires actuels des parts ci-après créées et tous ceux qui pourront le devenir par la suite une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois qui sera régie par les lois y relatives ainsi que par les présents statuts.

Art. 2. La société a pour objet, tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger le commerce de gros et de détail, l'achat, la vente, l'importation, l'exportation, la distribution, l'agence et la représentation commerciale de tous produits alimentaires et accessoires au secteur de l'HoReCa.

En outre elle pourra organiser tous les événements favorisant la vente, faire la promotion, donner des conseils et l'assistance dans le domaine de l'utilisation des produits cités ci avant. Cette énumération est énonciative et non limitative.

La Société a également pour objet toutes les opérations commerciales, industrielles, financières et immobilières qui directement ou indirectement se rattachent à la réalisation de l'objet social ainsi défini.

En outre, la société pourra exercer toute autre activité commerciale à moins qu'elle ne soit spécialement réglementée.

La société pourra notamment prendre des participations dans toutes les sociétés exerçant des activités similaires ou complémentaires, faire toutes les opérations commerciales, industrielles, financières, mobilières ou immobilières se rattachant directement à son objet social ou qui seraient de nature à en faciliter ou développer la réalisation.

La société peut emprunter et accorder à d'autres sociétés dans lesquelles la société détient un intérêt, tous concours, prêts, avances ou garanties.

Art. 3. La société prend la dénomination de S2C Specialità Culinaria S.à r.l..

Art. 4. Le siège social est établi dans la commune de Bettembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Il pourra être transféré dans cette même commune par décision du conseil de gérance. Le siège social peut être transféré en tout autre localité du Grand-Duché de Luxembourg par simple décision de l'assemblée ordinaire des associés.

Art. 5. La société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 6. Le capital social est fixé à la somme de douze mille six cents euros (12.600.- EUR), représenté par cent vingt-six (126) parts sociales d'une valeur nominale de cent euros (100.- EUR) chacune.

Chaque part sociale donne droit à une voix dans les délibérations des assemblées générales ordinaires et extraordinaires.

Art. 7. Chaque part sociale donne droit à une fraction proportionnelle du nombre des parts existantes dans l'actif social et dans les bénéfices.

Art. 8. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés. Elles ne peuvent être cédées à des non-associés qu'avec l'agrément donné en assemblée des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

Titre II. Administration - Assemblée Générale

Art. 9. La société est administrée et gérée par un ou plusieurs gérants, associés ou non, salariés ou gratuits, nommés par l'assemblée des associés, qui fixe leurs pouvoirs. Ils peuvent à tout moment être révoqués par l'assemblée des associés.

A moins que les associés n'en décident autrement, le ou les gérants ont les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société en toutes circonstances.

En tant que simple mandataires de la société, le ou les gérants ne contractent en raison de leur fonction aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la société; ils ne seront responsables que de l'exécution de leur mandat.

La Société est valablement engagée vis-à-vis des tiers en toutes circonstances soit par la seule signature du gérant technique soit par la signature conjointe du gérant technique ensemble avec un gérant administratif.

Art. 10. Chaque associé peut participer aux décisions collectives quel que soit le nombre des parts lui appartenant.

Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts qu'il possède ou représente; chaque associé peut se faire représenter valablement aux assemblées par un porteur de procuration spéciale.

Art. 11. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles aient été adoptées par les associés représentant plus de la moitié du capital social.

Les décisions collectives ayant pour objet une modification aux présents statuts doivent être prises à la majorité des associés représentant les trois quarts du capital social.

Titre III. Année sociale - Répartition des bénéfices

Art. 12. L'année sociale commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre de chaque année.

Art. 13. Chaque année, à la clôture de l'exercice, les comptes de la société sont arrêtés et la gérance dresse les comptes sociaux, conformément aux dispositions légales en vigueur.

Art. 14. Tout associé peut prendre au siège social de la société communication de l'inventaire et du bilan.

Art. 15. L'excédent favorable du bilan, déduction faite des charges sociales, amortissements et moins-values jugées nécessaires ou utiles par les associés, constitue le bénéfice net de la société.

Après dotation à la réserve légale, le solde est à la libre disposition des associés.

Titre IV. Dissolution - Liquidation

Art. 16. La société n'est pas dissoute par le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture d'un associé.

Art. 17. Les créanciers, ayants-droit ou héritiers d'un associé ne pourront, pour quelque motif que ce soit, faire apposer des scellés sur les biens et documents de la société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration; pour faire valoir leurs droits, ils devront se tenir aux valeurs constatées dans les derniers bilans et inventaires de la société.

Art. 18. En cas de dissolution de la société, la liquidation est faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés, qui fixeront leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Art. 19. Pour tous les points non spécifiés dans les présents statuts, les parties se réfèrent et se soumettent aux dispositions légales en vigueur régissant les sociétés à responsabilité limitée.

Dispositions transitoires

Le premier exercice commence le jour de la constitution et finira le 31 décembre 2016.

Souscription - libération

Les cent vingt-six (126) parts sociales représentatives du capital social, ont été souscrites comme suit:

1) Monsieur Stefano CASSONE, préqualifié,	63 parts sociales
2) Monsieur Salvatore COLAFIGLIO, préqualifiée,	63 parts sociales
Total:	126 parts sociales

Toutes les parts sociales ont été intégralement libérées par des versements en espèces, de sorte que la somme de douze mille six euros (12.600.- EUR) se trouve dès maintenant à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentaire qui le constate expressément

Evaluation des Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution s'élèvent approximativement à la somme de mille trois cents euros (1.300.- EUR).

Assemblée générale extraordinaire

Ensuite les comparants, associés représentant l'intégralité du capital social, se sont réunis en assemblée générale extraordinaire, à laquelle ils se reconnaissent dûment convoqués, et ont pris les résolutions suivantes à l'unanimité des voix:

1. Décide de fixer à deux (2), le nombre de gérants et décide par ailleurs de nommer pour une période indéterminée:

Monsieur Stefano CASSONE, né le 3 novembre 1981 à Fasano (BR) (Italie) et demeurant au 5, Route de Thionville, L-5771 Weiler-la-Tour (Luxembourg), gérant technique; et

Monsieur Salvatore COLAFIGLIO, né à Gravina di Puglia (BA) (Italie) le 21 octobre 1973 et demeurant au 5, Route de Thionville, L-5771 Weiler-la-Tour (Luxembourg), gérant administratif.

Conformément à l'article 9, la société est valablement engagée vis-à-vis des tiers en toutes circonstances soit par la seule signature du gérant technique soit par la signature conjointe du gérant technique ensemble avec un gérant administratif.

2. Le siège de la société est fixé à Luxembourg, à l'adresse suivante: 13-17 Route de Luxembourg, L-3253 Bettembourg.

Avertissement

Le notaire a attiré l'attention des comparants sur le fait que la société devra obtenir une autorisation administrative à faire le commerce par rapport à l'objet tel que libellé à l'article 2 des statuts, ce que les comparants reconnaissent expressément.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture et interprétation en langue française données aux comparants, tous connus du notaire instrumentant par noms, prénoms, états et demeures, ils ont signé avec Nous, notaire le présent acte.

Signé: S. Colafoglio, S. Cassione et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 2, le 23 mars 2016. 2LAC/2016/6371. Reçu soixante-quinze euros EUR 75,-

Le Receveur (signé): André MULLER.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 mars 2016.

Référence de publication: 2016085551/119.

(160052638) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mars 2016.

Kripa s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1210 Luxembourg, 7, rue Barblé.

R.C.S. Luxembourg B 185.454.

Assemblée générale extraordinaire

Cession de parts sociales

Entre les soussignés:

Il résulte d'une décision des associés de la société en date du 26 mars 2016, que la société KRIPA S.à.r.l., numéro de Registre de Commerce B185454, suivant nomination unanime des associés, représenté par les associés et ou gérant technique actuellement en fonction, ont pris les résolutions suivantes:

1.) Les fonctions de la société KRIPA S.à.r.l. seront attribuées comme suivants:

Monsieur SHERPA Jiwan, serveur, né le 09 septembre 1970 à Darjeeling (INDE), demeurant à L-7222 Walferdange, 60 rue de Dommeldange, est nommé gérant technique

et

Monsieur BHUTIA Daw Tshering, cuisinier, né le 08 février 1985 à Chandmari Sikkim (INDE), demeurant à L-3320 Berchem, 47 rue de Bettembourg, est nommé gérant administratif;

2.) La société doit être valablement engagée en toutes circonstances par la signature conjointe du gérant technique et du gérant administratif.

Fait et signé sous seing privé, avec la mention «Bon pour cession», en autant d'exemplaires que de parties contractantes ayant un intérêt distinct, à Strassen, le 26 mars 2016.

SHERPA Jiwan / Daw BHUTIA

Les associés

Référence de publication: 2016093985/25.

(160063235) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 avril 2016.

IMP S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 69.256,80.**

Siège social: L-2227 Luxembourg, 29, avenue de la Porte-Neuve.

R.C.S. Luxembourg B 159.669.

—
EXTRAIT

M. Jean-Baptiste Wautier a démissionné de ses fonctions de gérant de la société IMP S.à r.l. (la «Société») avec effet au 23 mars 2016.

Par ailleurs, en date du 12 avril 2016, les associés décident:

- de nommer M. Mark Rodliffe, né à Chester, Royaume-Uni, le 26 janvier 1981 et résidant à Greenacres, rue de Frie Plaidy, Castel, Guernesey GY5 7DF, en tant que nouveau gérant de la société pour une durée indéterminée et avec effet au 23 mars 2016;

- de renouveler le mandat de la société KPMG Luxembourg, Société coopérative, ayant son siège social au 39, Avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, aux fonctions de réviseur d'entreprises agréé jusqu'à l'assemblée générale annuelle approuvant les comptes annuels au 31 décembre 2016.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 avril 2016.

Pour extrait conforme

IMP S.à r.l.

Référence de publication: 2016093955/22.

(160063186) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 avril 2016.

Lux International Strategy, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 52.470.

—
Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Annuelle du 12 avril 2016

En date du 12 avril 2016, l'Assemblée Générale Annuelle a décidé:

- d'accepter la démission de Monsieur Jean-François Abadie en qualité d'Administrateur, avec effet au 30 septembre 2015,

- de renouveler le mandat de de Monsieur Jacques Mahaux, de Monsieur Olivier Chatain, de Monsieur Lieven Van Damme et de Madame Nora Lemhachheche en qualité d'Administrateurs pour une durée d'un an jusqu'à l'Assemblée Générale Annuelle prévue en 2017,

- de renouveler le mandat de Deloitte Audit en qualité de Réviseur d'Entreprises agréé pour une durée d'un an jusqu'à la prochaine Assemblée Générale Annuelle prévue en 2017.

Luxembourg, le 14 avril 2016.

Pour extrait sincère et conforme

Pour Lux International Strategy

Caceis Bank Luxembourg

Référence de publication: 2016093367/20.

(160062906) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 avril 2016.

Lux Services Bureau, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8366 Hagen, 3, Cité Pierre Braun.

R.C.S. Luxembourg B 144.398.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Windhof, le 15/04/2016.

Référence de publication: 2016093368/10.

(160062613) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 avril 2016.
